



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« Un uniforme? C'est un avant-projet de cercueil. »

Boris Vian

ISSN 0026-9433

N° **1663**
du 8 au 14 mars 2012

Stigmatisation racisme, rafles

ROM

M 02137 - 1663 - F. 2,50 €





La semaine dernière, à l'appel de la Confédération syndicale européenne (CES), en France comme dans le reste de l'Europe, de nombreux travailleurs manifestaient dans la rue contre l'austérité. Enfin, reconnaissons-le, pas aussi nombreux que ça en France. Il faut dire que ce genre de journée « d'action » chère à la direction de la CGT, rappelle un peu trop les manifs/enterrements de 2010 contre la « réforme » des retraites qui nous ont plutôt laissé un goût amer dans la bouche. Quant à la CFDT et à FO, elles étaient aux abonnés absents. Motif : le caractère trop « politique » de ces manifestations anti-rigueur. Les travailleurs n'auraient-ils donc comme solution cette année que d'attendre fin avril pour glisser leur bulletin de vote dans l'urne et exprimer ainsi leur mécontentement ? Pas sûr que les exploités de tout poil aient même l'envie de patienter jusqu'à l'échéance électorale. Et si oui, c'est sans trop d'illusions cette fois. Comme les salariés d'Arcelor-Mittal de Florange qui ont bien compris qu'on voulait les faire mariner jusqu'au second semestre, le temps que l'échéance électorale soit passée. Après ? Sans doute le même sort pour eux que celui réservé à leurs anciens collègues d'Arcelor-Mittal de Gandrange, malgré toutes les belles promesses de Nicolas Sarkozy en 2008. Les salariés de la compagnie aérienne Air Méditerranée sont eux plus « chanceux » : ils ne sont pas tous licenciés ; certains sont simplement délocalisés ... en Grèce. Bien entendu au tarif en vigueur là-bas, c'est-à-dire moins 30% sur leurs revenus actuels ! Et oui, c'est la crise, c'est les élections, c'est ... peut-être temps de se révolter et pas seulement une journée !

Actualité

- Roms, encore stigmatisés**, par P. Schindler, page 3
Les cannibales, par Fabrice, page 4
Météo syndicale, par S. Bull, page 5
Presse normande en péril, page 5
Les brèves, le strip, page 6
Actualité des syndicalismes, par J. Caramelo, page 7
Incrévables anarchistes, par Pathote, page 7

International

- La Roumanie en crise**, par Jean, page 8
États-Unis : occuper, décoloniser, par S. Swain, page 10

Arguments

- L'homme contre la nature**, par J.-P. Tertrais, page 12

International

- Espagne : l'égalité des sexes dans la rue**, R. Pino, page 14
Nouvelles de l'autonomie indienne, G. Goutte, page 15

Histoire

- Anarchiste ou libertaire ?**, C. Fréjaville, page 16

Culture

- Lutte antinucléaire au Japon**, P. Pelletier, page 19
Une biographie de Babeuf, D. Beaulieu, page 20

Mouvement

- Hécatombe**, Gpe. Kropotkine, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n ^{os}	○ 25 €
6 mois, 25 n ^{os}	○ 50 €
1 an, 45 n ^{os}	○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les Roms hyper-stigmatisés

UN RAPPORT PUBLIÉ PAR l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France résume la situation catastrophique sanitaire et sociale des Roms migrants en France. Accès limité au marché du travail, conditions de vie insalubres, exclusion jouant sur l'état de santé, enfin, la totale... Dans leur grande majorité, les Roms migrants sont Roumains ou Bulgares. Le rapport souligne que, ressortissants de l'Union européenne depuis 2007, ils sont cependant soumis à une « période transitoire » en matière d'accès au marché du travail dans dix États de l'Union, dont la France. Ces mesures limitent très fortement leurs possibilités de travailler dans ces pays et d'être en situation régulière de séjour. En l'absence de ressources financières régulières et déclarées, l'accès au logement leur est très limité. Tout semble indiquer qu'une large majorité des Roms vit sur des terrains dans lesquels les conditions de vie sont extrêmement insalubres : absence d'eau ou d'eau potable, d'électricité, de sanitaires, etc. Ces terrains, qui répondent à la définition usuelle donnée au terme de « bidonville », font fréquemment l'objet d'évacuation, renforçant la précarité des populations. Malgré l'errance subie, les populations sont relativement « territorialisées » dans certains départements ou dans certaines communes. Toutefois, la mobilité subie permanente (évacuation des bidonvilles, éloignement du territoire), les faibles possibilités d'insertion, les conditions de vie insalubres, l'accès limité au droit à la santé, l'accès tardif aux soins, les discriminations, y compris dans les institutions médico-sociales, contribuent à un état de leur santé très dégradé. Les pathologies rencontrées parmi les Roms sont celles fréquemment observées parmi l'ensemble des populations en situation de grande exclusion, notamment : santé mentale fragilisée, prévalence élevée de maladies infectieuses (tuberculose, rougeole, coqueluche, etc.), chronicisation de certaines maladies (diabète, hypertension artérielle, maladies cardio-vasculaires, maladies respiratoires, obésité, etc.). Parmi les Roms, un recours limité à la planification familiale est aussi noté ainsi qu'une faible couverture vaccinale parmi les enfants. Face à un système socio-sanitaire montrant des limites d'accès aux soins des populations en situation de grande exclusion, notamment la sectorisation de certains services sanitaires et sociaux, le faible recours à l'interprétariat professionnel, les consultations exclusivement sur rendez-vous, le refus de certains professionnels sanitaires et sociaux d'aller sur les lieux de vie des populations roms pour initier une prise en charge, les refus de



soins en médecine de ville pour certains bénéficiaires de la CMU-AME, constituent autant de sources de renoncements à recourir aux soins. De plus, les actions sanitaires et sociales sont parfois mises en échec par des politiques aux logiques contradictoires. L'étude souligne la faible coordination au sein des institutions et entre celles-ci. Enfin, les Roms sont au cœur des tensions entre les politiques migratoires, sécuritaires, sanitaires et sociales, ce qui constitue, selon le rapport, « des sources de renoncement à agir ». Ce n'est rien de le dire ! Justement à ce sujet, notre ami l'Autruche relève sur son blog les propos pas tristes du candidat Hollande. Selon lui, « le problème doit être réglé au plan européen ». Il y aurait donc, pour le Parti socialiste, un « problème » rom ? Pire encore, selon Hollande, concernant cette population, « l'origine du mal

c'est de ne pas avoir fixé une règle européenne pour la garder là où elle doit vivre, en Roumanie ». L'Autruche n'invente rien. C'est Hollande qui parle du « mal » et de son origine, et décide tout seul de l'endroit où ils devraient vivre. Ne devrait-on pas plutôt commencer par éventuellement demander leur avis aux principaux intéressés ? Par exemple, les Roms venant de Bulgarie n'ont pas forcément la vocation ni l'envie d'émigrer en Roumanie, tout comme les enfants roms nés et scolarisés en France, tout comme leurs parents, tout comme tous ceux qui, simplement, préfèrent rester en France ?

PATRICK SHINDLER

Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

L'Autruche

Groupe de Saint-Ouen de la Fédération anarchiste

Les cannibales



«DEPUIS SIX MOIS, nous distribuons de la nourriture comme dans les pays du tiers monde», raconte Nikita Kanakis, président de la branche grecque de Médecins du monde. «J'ai commencé à m'inquiéter lorsque, en consultation, j'ai vu un, puis deux, puis dix enfants qui venaient se faire soigner le ventre vide.» Qui aurait pu imaginer que des populations d'un pays de la zone euro pourraient connaître cela ! Même nous parfois, nous sous-estimons la brutalité du système capitaliste. Rien, absolument rien ne nous sera épargné. La barbarie est là, à nos portes, avec comme toujours dans ces cas-là les relents nationalistes et xénophobes qui l'accompagnent, y compris sous le masque de la «résistance à la mondialisation».

Les Grecs en sont au neuvième plan d'austérité et le FMI et l'Union européenne leur disent que cela ne suffira pas ! Lundi 13 février, dans un état de quasi guerre civile, le Parlement grec, socialistes compris faut-il le rappeler, a adopté de nouvelles mesures de famine comme la baisse du salaire minimum de 20 % alors que le coût de la vie est pratiquement comparable à celui de la France. Dès le lendemain, le CAC 40, les Bourses saluaient comme il se doit ce nouveau plan.

Les capitalistes et leurs chiens de garde ont décidé de nous mener la guerre. Ce n'est pas une formule de meeting pour militants révolutionnaires mais une réalité très concrète à laquelle nous nous devons de nous préparer avec lucidité et détermination car c'est de notre peau et de celle de nos enfants dont il s'agit.

Certains voudraient nous faire croire qu'on va les faire reculer en érigeant des barricades de papier, en l'occurrence des bulletins de vote. C'est bien mal connaître

l'histoire et se préparer de graves désillusions pavées de larmes et de sang. Mais notre propos n'est pas de se gausser des électeurs, de leur donner des leçons révolutionnaires mais de construire une véritable perspective de rupture. Le succès (relatif) de Mélenchon tient moins aujourd'hui à son discours fausement radical et à ses talents de tribun qu'à l'absence de résistance sociale d'envergure.

Il faut dire que de ce point de vue tout est fait pour anesthésier les salariés et la journée européenne du 29 février en est une nouvelle démonstration. Concoctée par la Confédération européenne des syndicats, holding anesthésiante s'il en est, cette journée d'inaction ne trompe quasiment plus personne. La CES, comme la plupart des organisations qui la composent, accompagne et accompagnera la régression sociale. Elle est là pour cela, elle est structurée et financée pour cela. Sa déclinaison française a suffisamment fait preuve de sa nocivité depuis la déroute organisée sur la bataille des retraites en 2010 pour qu'on n'insiste peu. Il suffit de lire le texte d'appel intersyndical au 29 (CGT, FSU, CFDT, Unsa, SUD) pour comprendre de quoi il retourne. Après les considérants classiques sur les mesures d'austérité «prises sans véritable débat démocratique» (sic) ces organisations se fâchent tout rouge et revendiquent «une nouvelle politique monétaire et sociale dans le cadre d'une gouvernance économique forte de la zone euro». Gouvernance, gouvernance est-ce que j'ai une gueule de gouvernance ! Toutes ces bureaucraties, formées et déformées à la même école de la soumission, de l'intégration, du bavardage et de la manipulation, sont des obstacles incontestables dans la lutte de

classe qui se mène. Le nier ou le sous-estimer en reportant l'échec des mobilisations sur la prétendue inertie et l'individualisme des salariés est une erreur politique grave. Qui est responsable de l'anesthésie générale ? Les sidérurgistes d'Arcelor-Mittal qui expliquaient il y a quelques jours que, face «à des bandits, ils n'allaient pas se battre avec des bouquets de fleurs», ou les appareils politiques et syndicaux qui empêchent la jonction des luttes, l'émergence de véritables revendications, le blocage total du pays comme c'était possible à l'automne 2010. Qui peut reprocher la faible mobilisation du 29 et la mettre au compte de l'apathie des prolos alors même que chacun sait bien que cette journée est une sinistre farce même si de bonne foi certains militants ont tenté de lui donner localement un contenu revendicatif.

L'analyse n'est pas nouvelle, certes, mais ce qui change aujourd'hui, c'est le degré d'urgence à réagir. Il nous revient de nous préparer au choc. Avec qui pouvons-le faire sur des bases claires mais sans dogmatisme ni sectarisme, avec quels outils et quels objectifs à court et moyen terme ? Telles sont les questions qui se posent aux militants anarchistes fédérés ou non qui n'ont pas vocation à s'agiter dans le vide comme un insecte sur le dos. Sans se donner une importance que nous n'avons pas pour l'instant, il reste que nous pouvons peser sur le cours des choses. Et alors, «s'ils s'obstinent, ces cannibales, qu'ils sachent»...

Fabrice

Gruppe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Météo syndicale

LA DERNIÈRE ANNONCE pré-présidentielle du locataire de l'Élysée à Florange fait «plouf», ce qui fait dire dans les médias que les promesses sont en «acier trompé». «Arcelor Mittal investirait 17 millions d'euros à Florange: 2 millions pour le haut-fourneau [afin qu'il puisse repartir.]» «Il repartira au second semestre 2012», reprit le candidat président, se disant sûrement in petto: «C'est sûr, demain on rase gratis.» Ce qui se traduit en langage cégétiste par «un enfumage de plus».

Ben oui, toujours la même chanson, comme le disait crûment un militant CFDT: «Trop, c'est trop! Il est indécent que les drames sociaux soient instrumentalisés à des fins politiciennes.» CQFD! L'occupation du site de Florange n'est pas près de cesser.

Et, dans d'autres industries, il s'en passe de belles aussi. Le fichage des employés n'existe pas seulement dans l'automobile ou la métallurgie, cela a été dénoncé dans quelques journaux¹: Ikea «aurait utilisé des données de la police». L'entreprise suédoise aurait «pioché» notamment dans le fichier Stic (Système de traitement des infractions constatées) géré par la police.

Une plainte a été déposée par FO pour «utilisation frauduleuse de données personnelles» et la CFDT a demandé à la direction «une réunion extraordinaire afin d'obtenir des explications claires et précises».

Il semblerait que le climat au sein de l'entreprise soit «exécrable»; de son côté, la CGT dénonce ce fichage comme ayant «servi à faire pression sur les salariés les plus remuants dont les représentations du personnel». Une enquête préliminaire a été ouverte la semaine dernière par le parquet de Versailles (Yvelines, banlieue parisienne). Affaire à suivre, ça c'est sûr! Les accidents du travail, ça n'existe pas trop pour Michelin. Une fois est encore coutume, une enquête de la justice a été ouverte sur une pratique du groupe «consistant à sous-déclarer les accidents du travail survenus dans une usine». On aura à l'esprit que tout accident non déclaré permet à l'employeur «d'échapper à la pénalité dont il doit s'acquitter auprès de la Sécurité sociale». Michelin démasqué, on verra bien! Beaucoup d'ingrédients sont donc réunis pour un mouvement social, mais les embûches politiques de tous bords cantonnent les syndicalistes au rang de troupes de base. Il faudrait leur remettre les points sur les «i»! Une vraie politique industrielle, oui, mais sur des bases syndicalistes.

Torrent Impétueux

1. En tête *Le Canard enchaîné* qui rapporte des échanges de courriers électroniques entre Ikea et divers services.

Presse normande en danger



DANS UNE ÉPOQUE encore récente on déclarait à l'envi que la presse quotidienne régionale se portait bien. Près de son lectorat, pas de problèmes publicitaires, une quasi-hégémonie sur un territoire géographique précis, tout baignait dans le meilleur des mondes.

A contrario, la presse parisienne et hexagonale surnageait dans des coûts de fabrication dus aux «salaires exorbitants» des ouvriers du Livre parisien. Dernièrement *France-Soir* et *La Tribune* ont disparu des kiosques à journaux¹ et le *Parisien* envisage des coupes claires dans ses effectifs. Mais maintenant même scénario en province où pourtant on nous annonçait un beau temps quasi permanent!

On en a causé dans *Le Monde libertaire*, un comité d'entreprise «extraordinaire» devait statuer le lundi de la semaine dernière sur le dépôt de bilan de quatre titres du pôle normand du Groupe Hersant Média². Tout cela a été confirmé juridiquement... enfin presque.

Il y a en effet un petit bémol: «La direction nous a présenté un bilan de l'entreprise que nous jugeons incomplet et imprécis [...] le texte n'a donc pas été adopté par le comité d'entreprise», a déclaré la Filpac-CGT. La justice, lisez le tribunal de commerce du Havre, a tranché le lendemain. Résultat des courses: *Paris-Normandie* a été placé en redressement judiciaire. Six semaines «d'observation» où la direction²

devrait élaborer, avec deux administrateurs judiciaires, un plan de continuation. On ne dit pas encore le chiffre des salariés qui seraient «autorisés» à continuer à travailler sur les 365 salariés actuels.

Pour la partie syndicale, l'avenir reste sombre: «Ce qu'ils veulent, c'est aller chercher un plan social pour qu'un administrateur soit nommé et fasse le sale boulot. C'est une façon de ne pas négocier.»

Aussi, on l'aura compris, de reporter toute vraie décision après l'élection présidentielle! Il y a donc du pain sur la planche pour les militantes et militants syndicalistes pour faire la convergence des luttes sans attendre le passage à l'urne!³ En attendant, bien sûr, que tout le monde s'y mette.

Sitting Bull

1. Pour l'état de la distribution de la presse, voir l'article de Patricio Salcedo dans *Le Monde libertaire* n° 1662 de la semaine dernière.

2. Rappelons que la société normande de presse, d'édition et d'impression (SNPEI), outre le quotidien *Paris-Normandie*, est propriétaire du *Havre libre*, du *Havre Presse* et du *Progrès de Fécamp*.

3. Lire à ce sujet l'article de Virginie Benito paru dans *Le Monde libertaire* n° 1661.

Brèves de combat

Tarnac le retour

Un homme soupçonné d'avoir fabriqué des crochets utilisés pour le sabotage de lignes TGV en 2008 a été arrêté près de Rouen dans l'enquête dite «de Tarnac». Un dossier dans lequel une partie de la gauche a toujours vu une manipulation politique qui piétine depuis l'origine.

Yes!

Le tribunal correctionnel de Privas a relaxé deux militants de Greenpeace, jugés pour s'être introduits, en décembre 2011, dans la centrale nucléaire de Cruas, en Ardèche. Leur but ? Interpeller les autorités sur la sécurité dans les centrales après Fukushima. Le tribunal a déclaré nulle la procédure. L'association écologiste se félicite de cette décision. Et nous aussi!

Que fait la police ?

Des peines de six à vingt-quatre mois de prison avec sursis ont été prononcées à l'encontre de trois des sept policiers impliqués dans le décès d'Hakim Ajimi lors d'une interpellation à Grasse en 2008, condamnations qui n'ont pas satisfait la famille du jeune homme. C'est sûr que cela ne lui redonnera pas la vie!

Quels cons!

À Nice, pour la deuxième année consécutive, un collectif d'associations et d'artistes avait organisé un «Carnavelo», ou carnaval indépendant. Le cortège s'est heurté à un cordon de policiers composé de gardiens de la paix en tenue de CRS mais aussi de policiers municipaux et de policiers en civil. La responsable de l'association organisatrice témoigne: «Dans

la foule, les familles inquiètes pour les enfants, les badauds assis sur les bancs, qui se régalaient de la fête, ne comprenaient pas ce qui se passait sur cette Place [...]. Le public conspuait les policiers qui n'en avaient que faire et répondaient vulgairement à toute personne qui les incitait au calme. Un père et ses deux enfants âgés de 4 et 7 ans ont reçu des gaz lacrymogènes et sont rentrés traumatisés. Peu importe qu'il y ait eu des enfants ou des personnes âgées. Le combat devait continuer : sept personnes ont été embarquées au commissariat d'Auvare malgré nos protestations.» Voilà ce qu'elle fait la police!

Sympa!

Le groupe Euro Disney est soupçonné d'avoir fait appel à trois anciens gendarmes, dont deux retraités reconvertis en «privés», pour percer les petits secrets de futurs salariés. Ils ont été récemment renvoyés devant le tribunal correctionnel pour avoir enquêté illégalement sur des candidats à l'embauche entre 1998 et 2004.

Des vaches et des trains

L'Autruche veille: les vaches ont-elles regardé passer le TGV qui emmenait, jeudi dernier, le petit Nicolas à Lille? Un train qui, nous informe la presse, «est parti avec presque quinze minutes de retard». Qu'est-ce qu'on ferait sans les journalistes? Retard ou pas, peu importe: «J'aime beaucoup le train», a cru bon de préciser Sarko, qui ne l'avait pas pris depuis 1974. Et l'Autruche d'éructer son booming (cri muet de l'autruche mâle): «Moi aussi, j'aime beaucoup le train, cela nous fait une chose en commun. La ressemblance s'arrête pourtant là puisque, comme quelques millions de mes compatriotes, grâce à Sarko et à ses potes je n'ai plus les moyens de le prendre.»

Les Salins du Midi bradés

Les Salins du Midi, groupe historique du sel français qui détient notamment la marque La Baleine, a été mis en vente par ses propriétaires. Depuis 2010 et l'annulation d'un plan social, les syndicats étaient inquiets. «Nous n'étions pas au courant de la mise en vente effective mais on voyait bien ce qui se passait ces derniers temps» a déclaré le délégué CGT sur le site d'Aigues-Mortes.

Le travail tue

Un cadre de La Poste, âgé de 28 ans, et un quinquagénaire de la CPAM se sont donné la mort sur leur lieu de travail. Deux suicides, au moins, partiellement imputables aux conditions de travail, selon les lettres qu'ont laissées les victimes avant d'accomplir le pire.

Homophobie à la Russie

À Saint-Petersbourg, le droit à la liberté d'expression des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) pourrait être gravement restreint en cas d'adoption d'un projet de loi homophobe. Ce texte, s'il est adopté, interdirait toute manifestation en faveur des droits des LGBTI. Il légitimerait les pratiques discriminatoires à l'encontre des LGBTI, déjà répandues en Russie. Il perpétuera également l'opinion selon laquelle ces personnes ne méritent pas les mêmes droits et ne doivent pas bénéficier de la même protection que leurs amis, membres de leurs familles et collègues hétérosexuels, et contribuera à instaurer un climat d'hostilité et de violence envers cette population, selon Amnesty International Saint-Petersbourg.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Syndicalisme courageux et corporatisme répressif

DANS UN PRÉCÉDENT NUMÉRO du Monde libertaire, nous évoquions la grève et le blocage du navire *Le Corse*, à Marseille, en février dernier. Initiée par des marins CGT de la SNCM, cette action entendait protester contre l'ouverture, par la compagnie Corsica Ferries, d'une ligne directe Toulon-Bastia qui, à terme, risque de « mener à la perte de la SNCM et des 4 000 emplois qui lui sont rattachés »¹. La justice, qui n'en est pas à sa première courbette devant le patronat, avait tranché le conflit en déclarant la grève illégale et en autorisant la direction de la compagnie à faire appel aux flics pour déloger ces insolents syndicalistes. Prenant acte, celle-ci s'est empressée de faire appel à ses chiens de garde préférés qui, plus que jamais zélés, ont débarqué dans la foulée. La suite, vous la connaissez.

On en serait sans doute resté là, mais la direction de la SNCM s'est mise en tête de torpiller la CGT, véritable épine dans le pied de ses ambitions antisociales. Peu après le délogement des grévistes, sept d'entre eux ont été mis à pied pendant sept jours. Quant au délégué syndical Frédéric Alpozzo et au secrétaire du CE Marcel Faure, ils sont tous d'eux en procédure de licenciement pour « faute lourde ». Comme le peu de droit du travail l'exige, les demandes de la direction doi-



vent encore être validées par l'inspection du travail avant d'être effectives. L'affaire est donc à suivre, avec l'espoir que l'inspection ne courbera pas l'échine devant le patronat.

Si du côté de la CGT SNCM on se mobilise contre le capital et ses affidés, les pseudo-

syndicalistes de FO Pénitentiaire restent les gros beaufs réactionnaires qu'on connaît malheureusement trop bien. S'en prenant à l'harmonisation des prix des cantines en prison, le « syndicat » s'est fendu d'un tract haineux – intitulé : « On baisse le froc pour la racaille ! » – dans lequel elle s'indigne contre la « distribution des produits aux voyous à des prix dérisoires ». « Racaille », « voyous », mais aussi « crapules », ce sont sous ces doux sobriquets que FO Pénitentiaire parle des détenus. À l'entendre, et ce n'est pas la première fois, le « syndicat » aimerait voir les conditions de vie des prisonniers empirer, comme si la réalité carcérale n'était pas déjà suffisamment insoutenable. Face à ce genre de tract, le bon vieux slogan « Les prisons en feu, les matons au milieu » reprend tout son sens... Heureusement que certaines confédérations syndicales – comme la CNT – sauvent encore l'honneur de l'idée syndicaliste en refusant de syndiquer les flics, les gardiens de prison et autres professionnels de la matraque et de l'enfermement.

Johnny Caramelo

1. *L'Humanité*, édition internet du 27 février 2012.

Brèves de comptoir

Incrévables anarchistes

JE RENTRE DU BOULOT et je m'arrête prendre une petite bière dans le bistrot à côté de chez moi, dans le XI^e à Paris. Des gens discutent politique, curieux, j'écoute la conversation. Un habitué m'interpelle : « Toi qui est anarchiste [je suis connu comme tel dans le quartier], tout le monde se déchaine autour des élections. Beaucoup de Français iront voter pour le moins pire et vous qui êtes pour l'abstention, on ne vous voit pas, on ne vous entend pas. Pourtant ce serait le moment, c'est maintenant que nous voudrions vous entendre ! En fait, on n'entend plus que les médias. » Très calme, je lui explique qu'au contraire, nous faisons beaucoup de choses, notamment de la propagande, que nous avons une librairie, un journal, une radio, des éditions et tout cela pratiquement grâce à des bénévoles. Je lui dis que nous essayons de faire connaître ces différentes œuvres. Je lui dis que nous colons régulièrement des affiches (il reconnaît

qu'il en a vu dernièrement dans le quartier). Je lui dis que nous distribuons toutes les semaines depuis janvier une version gratuite du *Monde libertaire* (j'en dépose parfois ici quand il en reste quelques-uns). Je lui dis, enfin, que nous voyons arriver régulièrement de nouveaux militants et beaucoup de jeunes, ce qui est un signe ! Il me répond : « Ah bon ? Et vous êtes combien ? » Je lui réponds qu'à la louche, nous sommes environ 500 adhérents, sans compter les sympathisants. Son copain me répond que ce n'est pas beaucoup et que les Francs-maçons sont plus influents que nous (!) et sont beaucoup plus nombreux, environ 5 000, et comptent également des politicards de tous bords. Il enchaîne : « Mais vous les anarchistes, à part poser des bombes vous savez faire quoi ? » Et me voilà reparti dans l'histoire de notre histoire... J'explique que la propagande par le fait n'a été qu'un

épiphénomène à un moment donné, mais ils ne m'écoutent déjà plus. Le barman, qui me connaît, prend ma défense : « Eux, les anarchistes, au moins, ils agissent tous les jours ! » Ravi de cette dernière sortie, je les quitte. Un sympathisant me rattrape dans la rue et insiste car il tient à me dire que lui : « Je connais un peu les anarchistes et je vous fait confiance. Je sais que vous n'aimez pas l'argent, ni le pouvoir, ni l'autorité, mais c'est vrai qu'on ne vous voit pas assez, vous êtes si rafraîchissants dans le brouillard actuel ! ». Voilà pourquoi il nous faut continuer encore et toujours à bien expliquer notre histoire et nos convictions, ne jamais refuser le dialogue, nous ne sommes peut-être que 500, mais nous sommes tellement vivants !

Pathote

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Quand la Roumanie se révolte



Jean

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

Le 6 février dernier, Emil Boc, premier ministre de Roumanie et président du PDL (Parti démocrate libéral), a annoncé la démission de son gouvernement. Cette démission fait suite à une lutte sociale d'ampleur du peuple roumain. Retour sur cette lutte...

Tout commence par la réforme du président de Roumanie, Traian Basescu, qui vise à privatiser le Smurd (équivalent du Samu français).

Mardi 10 janvier

«Le docteur Arafat a été flingué «en direct» par Basescu.» Sous-secrétaire d'État à la Santé et d'origine syrienne, Raed Arafat, lutte depuis vingt ans pour monter un système d'urgence (Smurd) cohérent avec le système médical roumain. Le Smurd a miraculeusement réussi à rester debout sous le régime actuel et même à se développer.

Lors d'un débat télévisé, Basescu a désigné Arafat comme étant un réactionnaire qui bloque les réformes de santé. Arafat a répondu et Basescu lui a demandé brutalement de démissionner.

Le lendemain des manifestations commencent à secouer le pays, surtout dans les grandes villes. Les habitants de Cluj se rassemblent sur la place de l'Unité pour soutenir Arafat. Dans tous les pays, les manifestants mobilisent autour de la défense du Smurd «C'est la première manifestation de cette ampleur contre le président depuis ces dernières années, la précédente enre-

gistrée en 2010 a été quand les policiers ont manifesté au palais Cotroceni contre les réductions de salaire.»

Ces rassemblements en soutien à Arafat deviennent alors des mouvements politiques contre le président roumain et le Premier ministre Boc. Le jour même, Boc annonce dans un discours que le président a décidé de retirer le projet de privatisation du système de santé.

Vendredi 13 janvier

Le gouvernement refuse d'accorder le droit la manifestation et les amendes tombent. Des rassemblements de soutien à Raed Arafat ont lieu dans beaucoup de villes. Arafat appelle à ne plus sortir dans la rue et à ne pas se laisser manipuler politiquement pour éviter que la lutte ne dégénère.

Samedi 14 et dimanche 15 janvier

La mairie de Galati autorise l'organisation d'un rassemblement en face de la préfecture. Les représentants des organisations révolutionnaires et de retraités se rassemblent pour demander la démission du gouvernement et du président et l'organisation d'élections anticipées.

Manifestation à Bucarest... Silence radio côté gouvernement. Les gendarmes cognent comme dans les dictatures les plus féroces. Ils parlent de «hooligans». Un manifestant témoigne...

«Dimanche, rien n'a encore explosé. Environ 1 000 habitants de Bucarest sont rassemblés pour

manifestar dans le calme sur la place de l'Université : des étudiants, des gens entre deux âges et des retraités, le front plissé, gelés et avec les poings levés. Au passage un premier pétard a volé en direction des gendarmes, la rumeur court qu'il va se passer quelque chose dans la nuit. Puis ça dérape. Un manifestant reçoit un cocktail Molotov. La foule hurle. Les gens sont asphyxiés par les gaz lacrymogènes. «Gardez le foulard sur le nez!» Ça commence à fumer, les drapeaux volent sur les kiosques. Les gendarmes poursuivent un groupe d'une dizaine de manifestants qui se sont dispersés. En prenant la fuite, on voit un groupe d'ultras poursuivis par des robocops.»

Descente aux enfers jusqu'à 21 heures, sur la place de l'Unité. De Coltea jusqu'au magasin Unirea, on dit que c'est la guerre : des feux brûlent sur le boulevard, les gendarmes lancent des grenades lacrymogènes, les trottoirs sont dans la fumée. Avec leurs boucliers, ils dispersent en disant que «suivront des événements violents qui peuvent mettre en péril leur vie». C'est la panique.

Des manifestants violents lancent des pierres et des cocktails Molotov ; face à eux, un groupe compact de gendarmes. On entend : «Nous sommes la Roumanie, à bas Basescu et la Gendarmerie ; ne nous tuez pas parce que nous voulons une vie meilleure.» Les gendarmes arrêtent justement un vieux qui a lancé des pierres et commencent à le frapper dans les jambes.

À 1 heure du matin la violence de rue a pris fin. Quelques déçus sont restés sur la place de l'Université. Ils crient encore que «ce n'est que le début».

Lundi 16 janvier

le plus grand syndicat roumain Cartel Alfa envisage de soutenir les protestataires. Il reconnaît leurs revendications et déplore le silence du gouvernement face aux invitations syndicales. Le dialogue est rompu depuis que les syndicats ont arrêté de participer aux commissions gouvernementales en déplorant qu'on ne tienne pas compte de ce qu'ils disent.

Selon le sociologue Mircea Kivu, l'«affaire Arafat» a catalysé le mécontentement populaire, qui enfle depuis que le gouvernement a décidé les mesures d'austérité les plus dures de l'Union européenne. Les manifestants se montrent critiques envers l'ensemble de la classe politique.

Boc propose, dans un discours, le retour d'Arafat aux affaires et annonce la rédaction d'un nouveau projet de loi sur la santé.

Mardi 17 janvier

Boc refuse de démissionner et promet l'augmentation des salaires et des retraites.

Le syndicat Cartel Alfa a annoncé qu'il ne participera pas à la réunion convoquée par le Premier ministre. Les représentants des salariés demandent qu'il n'y ait pas d'ordre du jour et que les problèmes soulevés par les syndicalistes soient traités.

Arafat décide de reprendre son poste au ministère de la Santé et appelle à éviter la violence.

Mais le scandale Arafat n'a été qu'un déclencheur et la fureur populaire reste intacte; les Roumains sortent pour dénoncer une façon de faire de la politique, fondée sur l'opportunisme, le chantage et la corruption et qui n'a pratiquement plus rien à voir avec la démocratie. Basescu tient tout et ne tolère pas la contradiction.

Plus de 100 manifestants sont détenus. Certains sont battus, menacés; les forces spéciales se déchaînent sur les passants. À la télé, on parle plus de casse que de revendication.

Mercredi 18 janvier

l'opposition demande la démission du gouvernement et l'institution d'un cabinet indépendant qui organisera des élections anticipées. Un tract syndical dénonce l'arrogance de Basescu-Boc, la corruption, l'attaque contre le Smurd, la politique de casse de l'éducation au profit de l'armée et des services secrets, des scandales écologiques, la violation des droits et la répression, les inégalités. Les gendarmes procèdent à des contrôles préventifs. On estime plus de 10 000 manifestants dans 62 villes.

Jeudi 19 janvier

À Bucarest, on lit: «Zone polluée politiquement, nous ne laisserons pas les politiciens s'accaparer la place de l'Université.» La demande d'élections anticipées se fait plus pressante. Des Anonymous témoignent d'un soutien au peuple Roumain.

Vendredi 20 janvier

Grève des enseignants. Des syndicats se solidarisent avec la lutte pacifique contre la classe politique. Une intersyndicale essaie de se monter pour organiser une grève générale.

Côté presse, le manichéisme du discours dominant s'effiloche; en particulier à propos des «ultras» ou «hooligans». Depuis une semaine, le pays boue contre les ultras; Ion Tiriac a demandé leur extermination. Après la parution d'un manifeste des ultras, des journalistes les rencontrent et découvrent qu'ils n'ont pas affaire à des brutes manipulées. Ce manifeste analyse notamment l'arrivée de la violence. Les ultras parlent de sociologie et supportent plus volontiers Vintila Mihailescu que le Dinamo. Guérilla urbaine jusque tard dans la nuit...

Samedi 21 janvier

Dans un communiqué, des journalistes reconnaissent que la corporation a tendance à oublier sa mission d'informer correctement et impartialement. Ils recensent les comportements qui s'éloignent le plus gravement du professionnalisme: diffusion de la seule version des gendarmes; non vérification des informations; prise de position dans la façon de filmer; recherche du sensationnel au détriment de la vérité; défiance générale contre les protestataires; orientation clairement en faveur du gouvernement dans les débats; présentation manichéenne et partielle.

Dimanche 22 janvier

Onzième jour de manifestation et début du grand froid en Roumanie. On commence à voir des jeunes monarchistes dans les rangs. Le site des supporters d'une équipe de foot de Bucarest publie un article qui dénonce la répression surdimensionnée: «Il ne manque aux moyens déployés, pour mater les manifestations pacifiques, que les munitions de guerre.»

Lundi 23 janvier

Teodor Baconschi est viré de son poste de ministre des Affaires étrangères pour propos diffamants contre les manifestants. Le 25, Basescu annonce son refus de démissionner et promet tout et n'importe quoi pour redresser le pays. Selon lui, les manifestations discréditent la Roumanie.

La place de l'Université est en passe de devenir une agora pour les manifestants, sans flics. Le lendemain, un leader politique de l'opposition tente de se rallier aux manifestants: il est repoussé et hué. -15 °C. L'enthousiasme des manifs retombe.

Lundi 30 janvier

Les partis d'opposition décident de démissionner et/ou de faire grève au parlement pour entraîner la démission du gouvernement. Le 31, une liste de revendications est distribuée sur la place de l'Université et dans

toutes les autres villes. Ces revendications demandent, entre autres, plus de démocratie et de justice, des médias de service public et indépendants. Le froid vide les rues, mais ça chauffe au parlement: démissions, projet d'élections refusé, etc.

Samedi 4 février

Début des rumeurs de la démission du premier ministre. Le PSD demande la démission du poste de Premier ministre et de leader du parti à Boc. Le 5, Boc démissionne pour détendre la situation sociale. Il est remplacé par le chef des renseignements.

À propos de la monarchie

La Roumanie est sortie d'une léthargie générale de vingt-deux ans et a rejoint la lutte mondiale. Paradoxalement, une tendance monarchiste a été observée dans les manifs. Paradoxalement, parce que ces luttes revendiquent généralement l'autonomie et l'émancipation de l'homme. Sans faire d'analyse des différentes formes de gouvernement, l'avènement d'une monarchie en Roumanie aurait peu de chances de nettoyer la classe politique et le système en place.

En revanche, un pas a été franchi: ces manifestations populaires montrent l'existence d'une force collective et malmènent le mythe du peuple entier attendant un messie pour sauver le pays. D'autres formes d'organisations sociales et politiques peuvent être expérimentées. C'est dans la rue qu'il faut construire: «Nous voulons la liberté et l'opportunité, pas une autre forme d'esclavage. Gouvernement populaire.»; «Nous sommes la base; sans nous, rien n'a de sens.»

À propos de la violence

Le mot «violence» a été sur toutes les lèvres des faiseurs d'opinion. Mais le peuple, lui, voit une autre violence: celle des robocops qui cognent les passants sans discernement; celle de l'inégalité du pouvoir; celle qui s'exerce sur la moindre tentative de critique sociale. Le positionnement en dehors du cirque politique est une condition préalable pour un véritable changement social et est donc une menace directe à la classe politique; la violence symbolique des médias qui déforment événements; la violence des restrictions; la violence du système capitaliste.

Et puis une protestation pacifique, dans laquelle tout le monde reste calme et rentre à la maison le plus tôt, volontairement, est une forme de manipulation. Amenés à une certaine limite, les gens ne peuvent pas se battre pour un autre monde en utilisant uniquement les moyens approuvés par le pouvoir actuel. «Décider pour moi, sans moi, signifie la violence», dit-on... J.

Occuper, libérer, décoloniser

Une lettre ouverte au mouvement Occupy



Sean Swain

Prisonnier politique anarchiste
Établissement correctionnel de Mansfield

Sean Swain est un prisonnier anarchiste détenu à Mansfield (Ohio). Auteur prolifique et organisateur activiste, il conserve un sens de l'humour assez malicieux et envisage toujours son militantisme et sa défense avec beaucoup d'aplomb. En 2010, depuis sa prison, il a présenté sa candidature au poste de gouverneur de l'Ohio sur la base d'un programme de dissolution du gouvernement de l'État s'il était élu. Ensuite, il a contesté le résultat de l'élection lorsqu'il lui a été dit qu'il avait perdu.

En 2007, dans une interview, j'ai fait observer que si les prisonniers de l'Ohio restaient simplement couchés pendant trente jours, le système s'effondrerait. Je ne parlais pas seulement du système pénitentiaire, mais de toute l'économie de l'Ohio.

Je suis arrivé à cette conclusion en chiffrant à 50 000 le nombre de détenus qui travaillent pour quelques centimes par jour, à faire la cuisine, assurer l'enlèvement des déchets, le nettoyage des sols. Nous produisons des pièces pour Honda et d'autres multinationales à l'Ohio Penal Industries (OPI), réalisant des millions de dollars de bénéfices pour l'État. Si nous cessions de participer à notre propre oppression, l'État aurait à embaucher des travailleurs au tarif syndical pour faire notre cuisine, assurer l'enlèvement des déchets et le nettoyage des sols ; le travail d'esclave pour Honda et les autres cesserait.

L'Ohio perdrait des millions de dollars par jour dans la production et, pour une dizaine d'années, l'économie de l'État ne s'en remettrait pas.

Quand j'ai fait cette observation, je n'étais pas certain d'avoir raison. Je me doutais que oui. Mais, plus d'un an plus tard, des responsables de la prison sont venus me chercher. Ma cellule a été condamnée avec du ruban adhésif qui sert à marquer les scènes de crime. Tous les appareils, y compris les éclairages, le lavabo et les toilettes,

ont été enlevés et inspectés, une chose que je n'ai jamais vu se produire en vingt ans de captivité. J'ai été emmené à l'isolement en vue d'un transfert dans un quartier de très haute sécurité.

La raison ? Mon observation, dans une interview publiée il y a des années, que l'économie de l'Ohio s'effondrerait sans le travail des prisonniers.

C'est à ce moment que j'ai su que mon observation était juste. L'ennemi l'a confirmée.

J'ai finalement évité le quartier de très haute sécurité parce que mes amis et sympathisants ont fait assez de bruit, mais je suis maintenant inscrit sur une liste de Security Threat Group¹ bien que je n'aie jamais fait partie d'aucune organisation, et le courrier que je reçois est ouvert par l'administration pénitentiaire.

Je vous fais part de tout cela afin de souligner combien l'État est sérieusement et irrationnellement terrifié par la possibilité que quelqu'un éveille, au sein de la population carcérale, la conscience de sa propre puissance. L'État, hystérique, se chie sous lui, pétrifié à l'idée d'une résistance organisée des prisonniers, de la même manière que les propriétaires de plantations craignaient, jadis, une révolte d'esclaves.

J'ai été soumis à la répression en 2008. Depuis lors, la situation de l'État est devenue plus désastreuse encore. Compte

tenu des mesures d'austérité et de la privatisation de certaines prisons, la ration réglementaire du détenu a drastiquement chuté, entraînant davantage de perturbations dans l'administration générale de la prison. En plus de cela, les efforts de l'administration Kasich² pour détruire les syndicats des travailleurs du public ont, par contrecoup, sapé le moral des gardiens et du personnel, la majorité d'entre eux ne se souciant désormais que de leur paye. À chaque ralentissement de l'économie, le système pénitentiaire prélève davantage sur les services essentiels assurés aux détenus – de l'assistance médicale aux vêtements, en passant par la nourriture – et augmente ainsi l'hostilité et le ressentiment de la population carcérale.

Avec très peu d'effort, très peu d'argent et un programme sérieux, la population carcérale de l'Ohio serait bien inspirée de perturber complètement le fonctionnement du complexe carcéral. Si une telle interruption devait se produire, cela causerait bien davantage de dégâts que l'effondrement économique de l'État dont j'ai déjà parlé. Un tel dérèglement finirait par confisquer à l'État son pouvoir de punir. Cela poserait plus qu'un simple problème politique au gouvernement : dans un tel scénario, il perdrait toute autorité à faire respecter ses édits et à s'imposer ; le gouvernement cesserait d'être le gouvernement.

Un tel développement constituerait un grand avantage pour le mouvement Occupy. Alors que Occupy remet directement en question le système « *crapitalist* » [de *crap* : merde], il faut se rappeler que la matrice capitaliste mondiale utilise les gouvernements comme des directeurs d'usine. Si vous protestez contre les banquiers privés, vous êtes matraqués par les flics publics. Compte tenu des récents plans de sauvetage, les fonds publics ne sont rien d'autre que des fonds secrets d'entreprises. Il est presque impossible, dans cette ère née avec le couple Blackwater-Enron³, de dire où les gouvernements finissent et où les multinationales commencent, et vice-versa.

Le complexe pénitentiaire est une composante essentielle de la matrice capitaliste. Si une collaboration entre le mouvement Occupy et les détenus de l'Ohio pouvait tirer le système pénitentiaire hors du contrôle de l'ennemi, si le mouvement Occupy pouvait s'étendre aux prisons, nous pourrions créer collectivement un modèle de reproduction pour un mouvement plus large, la construction d'une dynamique qui fera s'effondrer les complexes pénitentiaires les uns après les autres, paralysant le gouvernement des États les uns après les autres, se répandant comme un virus informatique, libérant et décolonisant le rempart le plus essentiel et le plus intimidant contre la liberté, sur lequel l'empire repose : les prisons.



Pour ceux d'entre vous qui font partie des 99 % mais ne veulent pas vraiment s'identifier à ce segment – les détenus – des 99 %, et objectent à l'éventualité d'une remise en liberté de tous ces criminels, je vous le rappelle : les criminels les plus endurcis, les plus incorrigibles, les violeurs et les tueurs les plus impitoyables dirigent actuellement la liste Fortune 500⁴, ils dictent la politique étrangère américaine, ils conduisent des voitures arborant « Protéger et servir⁵ ». Vous êtes au service de ces criminels-là si vous tournez le dos à ces « criminels »-ci. Sans nous, vous n'êtes pas les 99 %. Si mes calculs sont justes, sans nous, vous êtes seulement 94 %, environ. Ces 5 % attendent l'invitation.

Vous pouvez laisser votre ennemi garder ses esclaves et peut-être vous défaire, avec le temps, ou vous pouvez libérer ses esclaves et le vaincre rapidement. Pour moi, c'est une évidence. C'est une question à la hauteur de ce que vous vous proposez d'être – une pré-

tentation que votre ennemi n'a jamais eue. Nous sommes toujours en attente de cette invitation. **S. S.**

1. Groupe constituant une menace pour la sécurité.
2. John Kasich, gouverneur de l'Ohio depuis 2011.
3. Blackwater : société militaire privée qui signe de juteux contrats avec l'administration militaire américaine, les services secrets, l'US Navy, les écoles de police, etc., et multiplie les exactions sur les divers théâtres d'opération où elle intervient. Enron : entreprise spécialisée dans la production et la distribution d'énergie, également fonds de retraite par capitalisation, en faillite après avoir, pendant des années, pratiqué un lobbying extrêmement actif auprès de diverses personnalités politiques influentes (républicaines et démocrates).
4. La liste des 500 premières entreprises américaines.
5. « *To Protect and To Serve* », devise de la police américaine.

L'homme contre la **nature**



Jean-Pierre Tertrais

LES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT qui se sont tenues à Durban (Afrique du Sud) en novembre-décembre 2011 ont accouché d'une «feuille de route», une «avancée significative» en langue de bois, un «nouvel échec» en termes réels, puisque même la question cruciale de la déforestation a été quasiment éclipsée. Après l'abandon de la Russie, du Canada et du Japon, les signataires ne représentent plus que le dixième des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). L'avenir est des moins contraignants : 2015 pour aboutir à un accord global en 2020 ! Autant dire, utiliser une brouette pour transporter un hémiplégique à l'hôpital le plus proche !

Alors que le changement climatique semble être plus rapide que prévu, l'œil rivé sur les bourses mondiales, chacun défend ses intérêts et refuse toute phase de restriction sur les émissions de GES. Les pays industrialisés reconnaissent du bout des lèvres leur responsabilité historique dans le désastre écologique à l'œuvre depuis plus d'un demi-siècle. Les pays émergents ne veulent pas prendre le risque de réduire leur dynamisme économique. C'est en parfaite connaissance de cause que les élites dirigeantes, toutes tendances confondues, ont créé cette situation. Le dilemme est terrible : aujourd'hui, ou on s'acharne à préserver la planète et on torpille l'économie, ou on s'active à doper l'économie et on saccage ladite planète ! Ce que résume bien la vice-présidente en charge du développement durable à la Banque mondiale : «Les forêts ne peuvent pas être préservées si les

gens ont faim.» Sept milliards d'individus dont une bonne partie fascinée par la technologie, était-ce une fatalité ?

Logique de profit, logique de mort

Pendant des millénaires, l'activité productive des hommes, reposant essentiellement sur la chasse, la pêche, la cueillette, puis l'agriculture et l'élevage, s'est discrètement intégrée aux mécanismes de l'écosystème naturel. Tout s'accélère avec la révolution industrielle. Devenant de plus en plus abstraite, la science économique, inséparable de l'histoire du rationalisme occidental, intègre pleinement le dogme mécaniste. Dangereuse illusion d'un savoir qui, tout absorbé à contempler ses équilibres internes, se croit autonome par rapport à la réalité écologique. L'environnement a été subordonné aux besoins de l'activité économique et considéré comme un ensemble de ressources illimitées, les nuisances environnementales se traduisant par des coûts qui ne devaient pas être intégrés dans les calculs, c'est-à-dire «externalisés», donc reportés sur l'ensemble de la société et surtout les générations futures.

Le capitalisme n'a pas seulement réussi à dresser les salariés, les individus les uns contre les autres, il a réduit l'homme à ses deux seules fonctions de travailleur et de consommateur, il a opposé l'homme à la nature, l'écologie à l'économie. Une économie – et surtout une sphère financière – totalement déconnectée du réel, et qui s'impose comme finalité des conduites individuelles et

des décisions collectives. Alors que la gestion des écosystèmes, élaborée depuis des millénaires, ne peut se concevoir que sur le très long terme, la recherche de l'accumulation du profit maximum opère sur le court terme. Alors que la logique du vivant consiste à maximiser des stocks (la biomasse) à partir du rayonnement solaire, l'économie capitaliste maximise des flux marchands en épuisant des stocks naturels. La nature transforme des déchets en ressources (économie cyclique), le capitalisme industriel fait l'inverse (économie linéaire). Alors que les écosystèmes non perturbés se diversifient, accroissant par là même leur stabilité dans le temps, la gestion humaine, en privilégiant les variétés économiquement performantes, introduit l'uniformisation et l'instabilité. La reproduction du capital n'assure pas celle de la biosphère. C'est-à-dire en définitive une logique du vivant (photosynthèse) contre une logique de mort (marchandise, profit). Il est révélateur qu'un sol «mort» ait plus de «valeur» qu'un sol «vivant» (un espace vaut 10 à 100 fois plus comme terrain à bâtir que comme ensemble naturel !). Par ailleurs, le mode de calcul du PIB ne tient aucun compte de la dépréciation du capital naturel (eau, air, minerais, énergies fossiles, forêts, etc.). Avant l'invention du feu, l'homme primitif ne dépensait que 2 000 à 3 000 kilocalories par jour (pour sa nourriture) ; aujourd'hui l'Européen dépense 150 000 kcal ! Parallèlement, la période de doublement de la population mondiale est d'environ 1500 ans du néolithique au milieu du

xvii^e siècle, contre trente-cinq ans pour la fin du xx^e siècle. Une situation explosive !

Nous avons profité, sans les entretenir, des services rendus par les écosystèmes : nourriture, fibres, matériaux, ressources génétiques, épuration des eaux, fixation des sols, pollinisation, beauté des paysages... Nous avons oublié, ou ignoré, que les êtres vivants les plus « ordinaires » – que nous avons souvent qualifiés de « nuisibles » – (animaux, végétaux, mais aussi bactéries, virus, champignons...) assurent ce travail indispensable à notre survie. Nous avons considéré les sols comme des substrats inertes dans lesquels il fallait injecter de l'azote, du phosphate, du potassium. Nous avons bousculé les haies, les talus, refuges des oiseaux et des insectes, parce qu'ils constituaient des obstacles à la rentabilité de la mécanisation. Nous n'avons augmenté la production agricole qu'en utilisant dix à vingt fois plus d'énergie que nos ancêtres, avec par conséquent un rendement énergétique plus faible. Nous avons voulu façonner le monde à un rythme fou, avant de pouvoir comprendre l'ensemble des processus naturels qui régissent les interactions entre les organismes vivants de la biosphère (effets de synergie, de seuil, d'amplification, d'irréversibilité). Bref, nous avons considéré la « civilisation » comme la lutte permanente contre la nature.

Et c'est avec effarement que nous découvrons aujourd'hui qu'aucune disparition d'espèce n'est réellement compensable ; que chaque écosystème est unique, que sa destruction est souvent irréversible, malgré une grande capacité de résilience ; que les mécanismes de la nature sont des systèmes complexes et dynamiques, qui ne se soumettent pas à la modélisation comme des systèmes linéaires. Nous prenons conscience avec stupeur que les molécules chimiques empoisonnent les différents milieux de vie, que les stocks d'énergie fossile s'épuisent, que le climat menace de s'emballer, et que les solutions techniques censées résoudre les problèmes que nous avons créés pourraient bien n'être que des mirages. Est-ce si surprenant pour une civilisation qui semble avoir cessé de respecter la vie ?

Coopérer ou périr

Il est plus que temps de repousser les assauts des scientifiques arrogants : on peut utiliser le passé sans être passéiste ; on peut s'opposer au progrès aveugle sans s'opposer aveuglément au progrès. Comme l'exprime D. Macdonald dans *Le Socialisme sans le progrès* : « La culture d'aujourd'hui est imprégnée par la pensée scientifique, à un degré tel que des individus modérés et rationnels réagissent à la moindre mise en doute du progrès comme un fondamentaliste du Tennessee à qui l'on exposerait les théories de Darwin. » Constatant que les créations humaines tendent de plus en plus à s'affranchir de leurs créateurs, il est plus que temps de se livrer à une « interprétation écologique



de l'histoire », de penser la complexité (analyse des relations, approche globale, mise en évidence des niveaux d'organisation, éclairage multidisciplinaire...), de réinventer notre rapport à la nature, c'est-à-dire de (re) devenir des observateurs attentifs du monde naturel ; de travailler avec, et non pas contre, cette nature ; de respecter le rythme et les propriétés du vivant ; de rendre compatibles nos modes de production avec les limites de la biosphère ; de retrouver des savoir-faire aujourd'hui disparus ou abandonnés. La « bio-économie » prétend réconcilier deux logiques qui n'auraient jamais dû s'opposer. « [...] la grande mission des individus n'est pas de conquérir la nature par la force mais de coopérer intelligemment et amoureusement avec elle », écrivait Lewis Mumford, philosophe de l'environnement influencé par la pensée politique anarchiste, et en particulier par E. Reclus.

La société humaine peut enrichir mais aussi détruire le monde naturel (et il sera plus difficile et plus coûteux de reconstruire la nature que d'élaborer un autre système économique) ; le social et le naturel s'interpénètrent constamment, les problèmes écologiques ne peuvent être dissociés des problèmes sociaux. La question fondamentale devient donc : comment reconstruire la société pour rendre harmonieux les rapports entre l'être humain et la nature ? Il apparaît évident, comme l'exprime Murray Bookchin, qu'il faille remettre en cause la notion même de domination. Les différentes formes de domination économique et culturelle (entre générations, entre sexes, entre groupes ethniques), l'émergence des hiérarchies, des classes, de l'État ont en effet accéléré la domination de la nature par l'homme.

Accélération et non création, car la réalité est probablement plus complexe. D'une part, des

sociétés non hiérarchiques ont pu dégrader leur environnement. Contrairement au mythe du bon sauvage vivant en harmonie avec la nature, nos ancêtres chasseurs-cueilleurs ont parfois surexploité jusqu'à l'extinction les populations animales qu'ils traquaient, en l'occurrence la mégafaune, l'ensemble des espèces animales de grande taille. D'autre part, des sociétés hiérarchisées (monde islamique, Extrême-Orient) n'ont pas engagé, comme l'Europe, un processus dynamique de transformation du monde, de croissance économique, c'est-à-dire de détérioration du monde naturel (même si ce n'est plus vrai aujourd'hui, notamment pour la Chine). L'erreur funeste serait de croire, comme la plupart des trotskystes notamment, qu'il suffirait de résoudre la question sociale pour traiter le problème écologique.

Quoi qu'il en soit, si l'humanité veut assurer son avenir, elle devra réinstaurer la primauté du politique sur l'économique, cesser la course à la productivité et la compétition pour le contrôle des ressources, remettre en cause une complexité de l'organisation sociale qui la fragilise, s'attacher à percevoir un intérêt général, à maintenir la diversité mais dans l'unité, à prioriser la couverture des besoins vitaux (alimentation, santé, éducation, culture), les technologies « écologiques », les structures à échelle humaine, à promouvoir la participation, l'engagement, la responsabilité individuelle, la solidarité, la recherche d'un développement qualitatif. Il faut tout autant se méfier d'une idéologie qui exige le sacrifice du présent au profit de l'avenir que d'une société qui condamne ses descendants par des choix irréversibles. Il n'y aura d'avenir que dans l'élévation de l'homme.

J.-P. T.

Sois libre et bats-toi

LA CGT ESPAGNOLE (anarcho-syndicaliste) a rappelé, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, une série de propositions déjà formulées auparavant mais qui prennent un caractère d'urgence dans la période actuelle. Avec les accords passés entre les syndicats institutionnels et les employeurs, la société espagnole s'enfonce un peu plus dans la précarité; moins de contrats de travail à temps plein et donc plus à temps partiel, selon des critères définis par les patrons: économiques, de réorganisation, de compétitivité, etc.

Les femmes sont bien évidemment les plus touchées par les nouvelles «réformes», et de fait on retourne vers des schémas «traditionnels» de la société hispanique: la femme au foyer, ou à la rigueur travaillant à temps partiel et prenant en charge toutes les tâches domestiques. Il faut reconnaître qu'on n'était pas encore entièrement sortis de ce vieux schéma (et pas qu'en Espagne!), mais là, la marche arrière est embrayée. Toutes les coupes budgétaires dans le domaine public ont des conséquences directes sur la situation professionnelle des femmes: cantines scolaires, écoles maternelles, aide à domicile... Ce sont les femmes qui doivent abandonner leur travail, ou réduire leurs journées et accepter des emplois précaires en combinant l'ensemble.

Fermetures de centres d'assistance aux femmes battues, suspension des accords avec les cliniques privées en ce qui concerne les IVG. Que ce soit l'État ou les syndicats signataires de ces accords, rien ne va dans le sens de l'égalité femmes-hommes. Le gel des salaires ne devait concerner, selon le gouvernement, «que» 100 000 personnes, alors que rien que le travail à domicile en concerne 700 000 (dont 90 % de femmes), qui touchent pour la plupart le salaire minimum garanti (641 euros), et encore pas tous. Mais là aussi il y a inégalité: parmi ceux qui touchent moins que ce minimum, on compte 15 % de femmes, contre 5,6 % d'hommes. Les entreprises de nettoyage sous contrat avec les différentes administrations débordent de femmes travaillant à temps partiel et à qui, dans de nombreux cas, on doit plusieurs mois de salaire.

La situation économique provoquée par le système capitaliste tend donc à maintenir la femme sous dépendance de l'homme, avec ce que cela implique pour elle: moins d'autonomie, pas d'indépendance, retour au statut du modèle traditionnel familial, patriarcal, de soumission, sans parler des violences qu'elles subissent souvent.

La «loi d'égalité» est restée lettre morte (comme beaucoup d'autres lois), et dans de



nombreuses entreprises, il n'est même pas possible de constituer la Commission d'égalité. Devant cet état de fait, nos camarades anarcho-syndicalistes espagnols impulsent régulièrement des campagnes de propagande sur l'égalité des sexes, le langage non sexiste et contre la violence machiste et patriarcale. Parmi leurs propositions: ouverture de négociations sur les mesures à prendre dans les entreprises pour atteindre une égalité effective entre hommes et femmes, mêmes revendications dans la rue et les quartiers pour reconnaître cette égalité, lutte contre le travail non déclaré que l'on peut constater dans le secteur des travailleuses à domicile, revendication des droits fondamentaux des femmes: «Notre corps est à nous, avortement libre et gratuit, lutte contre la violence machiste et patriarcale, droit à une orientation sexuelle libre et sans aucune discrimination.»

Le thème choisi par la CGT espagnole pour ce 8 mars 2012 est «Sois libre et lutte». Il s'inscrit également dans le cadre de la célébration de la création en 1937 de Mujeres Libres, groupement de femmes anarchistes dont les idées, soixante-quinze ans après, sont toujours aussi actuelles, ce qui incite à réfléchir et à se demander si la société a réellement autant changé qu'on le pense ou qu'on veut nous le faire croire. Devant ce constat, la seule solution est la révolte massive et déterminée de toutes celles et ceux qui se battent pour que le mot égalité ait un sens.

Le 8 mars (et tous les autres jours), sois libre et lutte.

Ramón Pino

(d'après le mensuel Rojo y negro)

Gruppe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Nouvelles de l'autonomie indienne

Wirikuta, San Juan Copala, Chiapas

DÉCEMBREMENT, au Mexique, du côté des communautés indiennes, ça n'arrête pas de bouger. Pas toujours dans le bon sens, d'ailleurs, mais quelques petites lueur d'espoir naissent ça et là, preuves que, comme on aime à le dire sous nos latitudes, «seule la lutte paye».

Vers une victoire pour les Wixaritari ?

Il y a à peine une semaine, je relatais, dans les colonnes de ce même journal¹, le combat mené par le peuple wixárika contre une compagnie minière canadienne désireuse d'exploiter les sols de Wirikuta, terre sacrée d'une importance capitale dans la culture de ces Indiens (et concédée à la compagnie par l'État fédéral mexicain). Comme pour beaucoup de luttes indigènes, l'espoir d'une victoire wixárika semblait maigre dans ce duel à la David contre Goliath. Et pourtant. Déterminés depuis plus d'un an à ne pas lâcher l'affaire, luttant sans violence mais avec témérité et conviction, les Wixaritari semblent avoir enfin obtenu gain de cause. Dimanche 26 février, le Front en défense de Wirikuta publiait sur son site un texte annonçant la décision du pouvoir judiciaire fédéral de suspendre l'exploitation minière prévue dans la commune de Catorce (Wirikuta). Cette décision fait suite à la demande de protection juridictionnelle déposée au tribunal par les autorités wixaritari au nom de la préservation du territoire de Wirikuta et des droits de l'homme. La justice mexicaine a donc, cette fois-ci, donné raison aux indigènes.

Mais ne crions pas victoire trop tôt ; cette suspension semble n'être que temporaire, le temps qu'une solution au problème soit trouvée. À terme, il n'est pas sûr, donc, que la compagnie canadienne plie définitivement bagage. En outre, si cette décision est heureuse pour le peuple wixárika, le problème de la misère sociale qui frappe une grande partie des habitants de San Luis Potosí – pour qui l'ouverture d'une exploitation minière offrait des perspectives d'embauche – demeure. Pour les uns comme pour les autres – et là-bas comme ailleurs –, il ne semble y avoir d'autre solution possible à tous ces maux qu'une sortie radicale et définitive du modèle de société capitaliste et étatiste.

San Juan Copala : le retour de l'autonomie définitivement compromis ?

Du côté de San Juan Copala, dans le Guerrero, la situation n'a pas beaucoup progressé depuis les événements que j'évoquais il y a quelques semaines². Malgré les annonces régulièrement répétées d'un retour «coûte que coûte» et l'as-

surance qu'ils n'abandonneront pas la bataille, les déplacés de Copala ne sont toujours pas revenus chez eux. Aux dernières nouvelles, l'État d'Oaxaca a convoqué une table de discussions réunissant les représentants des déplacés et des fonctionnaires du gouvernement. À son issue, il fut décidé de la mise en place d'une «réunion de travail» en vue d'élaborer des «propositions concrètes pour une issue dignes à [leurs] demandes»³. Un accord aurait aussi été conclu pour qu'une commission de dix déplacés puisse retourner, le samedi 18 février, dans leur communauté, avec les garanties de sécurité nécessaires⁴.

Bref, ça ne bouge pas beaucoup et les rares avancées semblent peu à peu éloigner les déplacés de leur projet d'autonomie. Eux-mêmes doivent faire face à leurs contradictions, celles qui les poussent à réclamer la protection de l'État au nom du respect et de la construction de leur autonomie. En en discutant dernièrement avec un jaguar (qui a construit sa maison sur le net : <http://lavoiedujaguar.net>), on en est arrivé à la conclusion – sans doute un peu ambitieuse – que la seule solution qui s'offrirait aux déplacés de San Juan Copala était d'abandonner leur commune d'origine, celle d'où ils ont été expulsés, et d'en construire une nouvelle ailleurs. Après tout, n'est-ce pas ce qu'ont fait zapatistes, au Chiapas, avec les caracoles ? Partir de rien, et recommencer de zéro.

Le Chiapas, toujours dans les griffes de la contre-insurrection

Dans les montagnes du Chiapas, les agressions et les harcèlements contre les partisans de l'autonomie zapatiste ne cessent toujours pas. En décembre 2011, un groupe de cinquante personnes armées et affiliées au PRI ont envahi le village de Banavil et y ont violenté et menacé quatre familles connues pour leur sympathie non-dissimulée avec l'EZLN. Un homme, Alonso, a été roué de coups de bâton et de crosse et, lorsque son fils a voulu s'interposer, celui-ci a reçu une balle dans la poitrine et une autre dans l'aîne. Conduit à l'hôpital, il a peu après été arrêté par la police chiapanèque ! Entre-temps, son père, Alonso, a été kidnappé par les hommes du PRI et, à l'heure qu'il est, personne ne sait où il se trouve (le 23 décembre, un bras tranché a été retrouvé à proximité du village et la famille d'Alonso a assuré qu'il s'agissait du sien). Le 19 janvier, Francisco Santiz, base d'appui de l'EZLN, est à son tour arrêté par les autorités et accusé d'avoir participé aux événements de décembre, alors que tout le monde assure qu'il n'était pas présent sur les lieux du drame. Dans un communiqué daté du 20 janvier 2012, le Centre des droits



Indiens Wixaritari en lutte pour Wirikuta

humains Bartolomé-de-Las-Casas dénonce fermement ces nouvelles agressions et mesures d'intimidation exercées par les autorités contre les zapatistes et leurs soutiens. Il déclare que, au final, «les agressions qui ont eu lieu le 4 décembre se sont soldées par la mort de Pedro Méndez López (priista), la disparition d'Alonso López Luna, le déplacement de quatre familles accusées d'être des sympathisants zapatistes, l'arrestation de Lorenzo López Girón, gravement blessé et accusé de coups et blessures, la détention arbitraire de Francisco Santiz López, base d'appui de l'EZLN, qui n'était pas là au moment des faits, et par six autres personnes blessées». La contre-insurrection du gouvernement est donc toujours en marche au Chiapas, et ce d'autant que le mouvement zapatiste est aujourd'hui, et depuis quelques années déjà, dans sa phase la plus fondamentalement dangereuse pour le pouvoir : celle de la mise en pratique et de l'expérimentation de l'autonomie.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. «Wirikuta ou l'essence d'une vie» dans *Le Monde libertaire* n° 1662.

2. «La commune de San Juan Copala : histoire d'une autonomie saignée» dans *Le Monde libertaire* n° 1658.

3. «Nous, déplacés de Copala, luttons chaque jour pour la vie», communiqué du Conseil autonome communautaire de San Juan Copala, 21 février 2012. Traduction de El Viejo.

4. Gloria Muñoz Ramirez, «Ceux d'en-bas : résistance des peuples indiens», dans *La Jornada*, 4 février 2012. Traduction de Chelmi.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Anarchiste ou libertaire ?

Retour aux sources de l'anarchisme

Claude Fréjaville

« *LE MONDE DE L'ANARCHIE* n'est pas de mon invention, écrivait Joseph Déjacque, certes, pas plus qu'il n'est de l'invention de Proudhon, ni de Pierre, ni de Jean. Chacun en particulier n'invente rien. Les inventions sont le résultat d'observations collectives¹. » Mais, c'est lui-même qui introduit le terme libertaire qui entendait dépasser l'anarchisme dans sa conception de la liberté; c'est en tout cas ce qu'affirmait Pierre Leroux, en écrivant, non sans esprit polémique: « Ce n'est plus Proudhon, en effet, qui peut représenter aujourd'hui cette Secte (l'anarchie), après la conclusion finale (la femme esclave de l'autorité maritale) qu'il a produite. Il en fallait un autre. L'étendard Liberté est aujourd'hui aux mains d'un de ses disciples, d'un an-archiste comme lui, mais qui prend l'an-archie plus au sérieux encore que lui. C'est Déjacque, un prolétaire, qui écrit à New York une feuille dont le titre, néologisme inventé par lui, exprime bien sa pensée: Le Libertaire². » On a admis depuis la synonymie des termes libertaire et anarchiste, mais il convient de noter qu'ils sont utilisés avec les nuances fournies par leurs définitions respectives. Le libertaire est attaché à la liberté et aux droits individuels, alors que l'anarchiste est avant tout anti-autoritaire et socialiste. Ronald Creagh, étudiant l'anarchisme outre-Atlantique, a parfaitement montré la convergence d'une pensée et d'un mouvement authentiquement américain, d'esprit purement libertaire, avec l'anarchisme européen introduit après l'échec de la Commune de Paris. Il remarque: « Ainsi apparaît l'essence de l'anarchisme américain antérieur à la guerre civile et jusqu'à cette période: non une condamnation de principe de l'État, mais l'exigence du consentement explicite et individuel du citoyen à toutes les contributions légales ou financières qui lui sont demandées. Même un gouvernement despotique sera toujours accepté par ceux qui l'auront librement choisi, un gouvernement des plus tolérants sera toujours une odieuse tyrannie par ceux qui n'en veulent pas³. » Cela indique qu'être libertaire n'implique pas nécessairement d'être anarchiste.

Proudhon, dans sa période reconnue comme étant la plus anarchiste, fut libertaire, en encourageant un mouvement de désinvolture, que certains diront « indifférentiste » en politique. Il fallut le coup d'État de 1851 et l'obstination autoritaire du pouvoir à se maintenir en place pour qu'il envisage de promouvoir une opposition anarchiste plus systématique. C'est ainsi qu'il fera évoluer sa doctrine socio-économique mutualiste vers une conception plus « militante » de la révolution sociale fédéraliste. C'est ce qui caractérisera sa conduite à partir des années 1860 et cette évolution théorique sera nettement marquée entre les deux éditions de *La Justice* (1858 et 1860). Il abandonnait sa position purement libertaire en politique, pour annoncer une authentique politique anarchiste. Ainsi, dans l'édition de 1860, revue et augmentée, il critique sur le fond même la position libertaire des jeunes anarchistes: « L'esprit va d'un extrême à l'autre. Averti par l'insuccès du communisme, on s'est rejeté dans l'hypothèse d'une liberté illimitée », mais, précise-t-il: « Tandis que l'utopie communiste a encore ses praticiens, l'utopie des libertaires n'a pu recevoir le moindre commencement d'exécution [...] Dans le système de la liberté pure, s'il était possible d'en admettre un seul instant la réalisation, il y aurait encore moins de société que dans le communisme. [...] C'est une agglomération d'individualités juxtaposées, marchant parallèlement, mais sans rien d'organique, sans force de collectivité⁴. » En renvoyant, dos à dos libertaires (remarquez que Proudhon utilise le terme introduit par Déjacque) et communistes, il souligne très clairement le caractère mutualiste-collectiviste de l'anarchie que les fédéralistes proudhoniens et les collectivistes bakouniniens développeront bientôt dans la Commune et l'Internationale des travailleurs. Cette condamnation du despotisme communiste et de l'utopie individualiste, clairement prononcée par le « père de l'anarchie », prend

toute son importance au regard de certaines dérives de la pensée communiste et libertaire au sein même de l'anarchisme actuel. Pour le libertaire, l'anti-étatisme relève généralement d'une exigence de liberté individuelle et non d'une critique sociale du principe d'autorité ; or, l'anarchisme spontané, issue d'une idée libertaire, comme l'avaient notamment manifesté les enragés de la Révolution française, n'enchantait guère Proudhon, qui voyait par là – et à la suite de Mirabeau – une incitation au retour rapide de l'autorité et du despotisme. Aussi précisait-il, peut-être en pensant à Stirner, que « la théorie de la Liberté, ou de l'égoïsme bien entendu, irréprochable dans l'hypothèse d'une science économique faite et de l'identité démontrée des intérêts, se réduit à une pétition de principe⁵ ». Pétition de principe que l'on retrouve souvent au fondement des conceptions communistes et individualistes à caractère purement libertaire. Mais, l'idée d'une liberté absolue est non seulement rapidement sanctionnée par l'autorité, elle alimente aussi les critiques visant l'anarchie sociale positive. C'est ainsi que Karl Marx avait opéré une distinction entre l'idéal libertaire et sa solution politique, en donnant à sa manière une insolite leçon d'anarchie, dans la fameuse circulaire privée qui visait l'expulsion des bakouniniens de l'Association internationale des travailleurs. Il écrivait : « L'anarchie, voilà le grand cheval de bataille de leur maître Bakounine qui des systèmes socialistes n'a pris que les étiquettes. Tous les socialistes entendent par anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'État qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives⁶. » L'idéal « anarchiste » de Marx ne s'écarte pas de cette simple déclaration d'intention libertaire et cache une réalité autoritaire résultant d'une politique abolitionniste des classes au moyen d'une dictature de classe. Cette absurdité, que soutenaient d'une manière différente les blanquistes et d'une façon plus générale tous les jacobins de la révolution sociale, trouve généralement une justification dans l'idée communiste d'une société toute faite. La suite du texte de Marx en dévoile le fond : « L'Alliance (l'organisation de Bakounine dans l'Internationale) prend, selon Marx, la chose au rebours. Elle proclame l'anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploités. Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, au moment où le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'anarchie⁷. » C'est ainsi que l'idéal anarchiste, admis par le socialiste autoritaire comme but de la révolution, demeure vivement écarté comme réalité politique, moyen économique et révolutionnaire œuvrant à la liquidation sociale. L'anarchie, dans les rangs prolétaires, est subitement déconsidérée par le maître du socialisme qui n'y voit au fond qu'un pur



désordre. La phraséologie « anarchisante » a cependant impressionné les exégètes les plus zélés de l'école, qui admettent dès lors une profonde intention anarchiste chez Marx. Avec enthousiasme, certains intellectuels sont allés jusqu'à considérer la paternité et l'authenticité de cette pensée au philosophe allemand⁸. Or, il est curieux de noter que l'idéal anarchiste du socialisme est chez Marx l'anarchie négative, autrement dit le spontanéisme libertaire (que Proudhon nommait un mouvement de désinvolture), alors qu'il repousse vivement l'anarchie positive, autrement dit l'organisation anti-autoritaire des fédéralistes.

Pour Daniel Guérin, cela ne fait aucun doute, le but étant libertaire, l'idéal communiste marxien serait finalement... le communisme libertaire. En fait, le marxisme espère encore échapper par cette déclaration de principe aux questions que soulève la pratique bolchevique, par exemple. Mais les faits sont têtus ! Les politiques autoritaires, y com-

pris prolétariennes et révolutionnaires, n'ont jamais permis de donner vie aux déclarations de principes libertaires, et le marxisme reste à ce propos tout à fait exemplaire. Selon les marxistes, les libertaires encouragent un communisme utopique qu'ils sont seuls capables de réaliser par une prise en main autoritaire (parlementaire ou révolutionnaire). Or, Proudhon avait raison, le despotisme inhérent au communisme ne peut être balancé par une simple pétition de principe libertaire. Pour ancrer la spontanéité libertaire dans la réalité sociale, l'interversion du rapport autorité-liberté, capital-travail, etc., était, selon l'anarchiste, absolument nécessaire, et c'est pour cette raison qu'il voulait reconstruire le parti de la révolution en prônant l'abstention et en provoquant une sécession démocratique et sociale. Le fédéralisme permet cette révolution en interdisant tout retour à l'ancien régime autoritaire, avec sa politique gouvernementale, son administration centralisée et son économie monopolis-

tique, comme l'avait bien compris une minorité de communards. Le communisme libertaire est dans ce sens un collectivisme anarchiste, comme l'ont affirmé les bakouniens, en dépassant l'utopie communautaire par le mutualisme et le fédéralisme appliqués de bas en haut.

Gustave Lefrançais avait noté que Proudhon « a fait faire un pas de géant au socialisme qu'il a tiré pour toujours des griffes d'une éternelle scolastique⁹ », car la question politique était directement résolue par l'organisation économique et sociale. « Le peuple est un être collectif, écrivait Proudhon, ceux qui l'exploitent depuis un temps immémorial et le tiennent en servitude se fondent sur cette collectivité de sa nature pour en déduire une incapacité légale qui éternise leur despotisme. Nous, au contraire, nous tirons de la collectivité de l'être populaire la preuve qu'il est parfaitement et supérieurement capable, qu'il peut tout, et n'a besoin de personne. Il ne s'agit que de mettre en jeu ses facultés¹⁰. » Le mouvement libertaire fait donc appel à une organisation collectiviste et c'est bien cette solution que Proudhon envisageait très sérieusement dans sa période dite « fédéraliste » et que l'on veut parfois opposer à sa période dite anarchiste. Pierre Ansart a donc raison d'y insister, le Proudhon fédéraliste ne contredisait pas l'anarchiste, il le réalisait¹¹. La légende des deux Proudhon, anarchiste enragé puis fédéraliste modéré, ne tient donc pas ! Le Proudhon quarante-huitard était libertaire, il se contentait de l'imminence révolutionnaire et envisageait même, non sans ironie, un possible coup de pouce de l'État, si l'on considère ses « hésitations » dans les années 1852-1857. (C'était paradoxal pour un anarchiste, mais il s'agissait plutôt d'une posture intellectuelle au service de la propagande, adoptée dans le but d'éviter la censure, la prison ou l'exil, et non d'une véritable hésitation politique. Sa brouille avec Alfred Darimon, à propos de l'abstention, est de ce point de vue sans équivoque.) C'est le « second » Proudhon qui sera solidaire du mouvement ouvrier et socialiste, qui donnera à l'insurrection une justification démocratique en prônant l'abstention et qui systématisera l'anarchie positive par le fédéralisme. Bakounine qui, par tempérament, revendique le Proudhon quarante-huitard, s'inscrit, quoi qu'il dise, dans le sillage du fédéraliste ! Et c'est ainsi que l'anarchisme a trouvé sa source dans ce mouvement proudho-bakouninien, qui se manifesta « officiellement » en 1872 dans l'Internationale, au congrès de Saint-Imier, dont on va célébrer les 140 ans, et non dans une inspiration libertaire que l'on pourrait habiller d'une idéologie individualiste ou communiste, comme cela se produit aujourd'hui dans certains milieux intellectuels et militants.

Cette petite évocation du passé tend surtout à montrer que l'anarchisme ne peut pas se réduire à une simple intention ou volonté libertaire. L'anarchisme a une histoire, des théories et ne fait pas de la liberté un dogme



qui pourrait contrarier l'idée même de la justice sociale. Notre mouvement doit être considéré avec ce qu'il renferme d'enseignement et de réflexions et il n'était pas inutile de rappeler ici que s'il y a bien chez tout anarchiste un libertaire, il n'est pas toujours possible d'affirmer le contraire. **C. F.**

7. Ibid.

8. Maximilien Rubel a ainsi qualifié Marx de père de l'anarchisme ; Henri Arvon soutient que Max Stirner subissait l'influence anarchiste de Marx, et Daniel Guérin a toujours affirmé « un Marx libertaire » (1965).

9. Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire*, Éditions de la tête de feuille, 1972, p. 223.

10. P.-J. Proudhon, *Idee générale de la Révolution au XIX^e siècle*, Rivière, 1923, p. 325.

11. « Il y a bien une continuité entre les thèses de 1849 et celles de 1863, mais comment interpréter, par exemple, la dialectique de l'autorité et de la liberté ? Certains ne manqueront pas de penser que Proudhon est alors devenu davantage le défenseur de ce fédéralisme que celui de l'anarchisme. Mais ne peut-on répondre que l'anarchie positive se trouve, bien au contraire, réalisée par le fédéralisme ? » (Pierre Ansart, « La question de l'anarchie dans l'œuvre de Proudhon », dans *Les Anarchistes et Proudhon, travaux de l'atelier Proudhon*, EHESS, cahier n° 11, 1992, p. 11). Voir aussi sur ce sujet l'étude de Jorge Cagio y Conde, « Proudhon : anarchisme ou fédéralisme ? », *Les cahiers de psychologie politique* [en ligne], n° 19, août 2011. Une remarque à propos de ce travail : l'auteur pense que les anarchistes militants n'ont pas compris la nature du fédéralisme proudhonien, qui serait une conception de l'État. Au fond, n'y a-t-il pas, là encore, outre un préjugé étatique, une confusion entre l'idée anarchiste et l'idée libertaire que l'on attribue systématiquement à l'anarchisme « militant » et « utopique » ?

1. Joseph Dejacque, « L'Humanisphère, utopie anarchique », dans *À bas les chefs*, Champ libre, 1971, p. 89. Il reconnaissait quand même l'initiative anarchiste de Proudhon et écrivait en 1859 : « C'est en lui que se personnifia l'agitation révolutionnaire des masses » (J. Dejacque, *À bas les chefs !*, (L'Autorité-La dictature, *Le Libertaire* n° 12, 7-4-1859) Champ libre, 1971, p. 217).

2. Leroux, *De la constitution qui convient aujourd'hui à la France*, sept. 1858, cité par V. Pelosse, note 23, p. 261. Dejacque, *À bas les chefs*, Champ libre, 1971.

3. R. Creagh, *L'Anarchisme aux États-Unis*, Peter Lang, Brene, 1983, p. 379.

4. P.-J. Proudhon, *De la Justice dans la révolution et dans l'Église*, édition de 1860, Fayard, 1988, tome I, p. 149.

5. P.-J. Proudhon, *De la Justice*, tome I, p. 148.

6. Karl Marx, « Les prétendues scissions dans l'Internationale », cité dans *Bakounine, Œuvres complètes*, Champ libre, 1975, tome III, p. 295.

L'exemplaire lutte antinucléaire d'Iwai-shima

UN AN APRÈS LA CATASTROPHE de Fukushima, un film documentaire japonais vient nous retracer les enjeux de la lutte antinucléaire.

Iwai-shima est une petite île de la mer intérieure de Seto au Japon. Ses 500 habitants, environ, y vivent de la pêche et de l'agriculture. Sur le littoral d'en face, à cinq kilomètres de là, se trouve la baie de Ta-noura, à la pointe de la péninsule de Murotsu (commune de Kaminoseki sur Honshû). La compagnie électrique privée Chûgoku Denryoku, alias Energia, envisage, depuis 1982, d'y construire une centrale nucléaire sur un vaste terre-plein qui détruirait l'une des zones de pêche privilégiée des insulaires, qui en sont les usufruitiers de droit. C'est pour cela que la coopérative de pêche d'Iwai-shima se dresse résolument contre ce projet, ainsi que la moitié des habitants.

Mais ce n'est pas la seule raison. Car les insulaires ont réalisé que la centrale nucléaire allait à l'encontre de leur mode de vie et de leurs aspirations. Logiques dans leur démarche, constatant qu'ils veulent aussi de l'électricité mais pas à tout prix, ils se sont engagés dans une démarche plus globale d'autonomie énergétique et d'auto-suffisance alimentaire, quitte à relancer l'agriculture de l'île. Un des anciens, qui est parti travailler dans la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi et qui en est revenu irradié, leur a également raconté le sale boulot qu'il faisait là-bas.

C'est ce double combat d'une trentaine d'années – lutte contre la centrale nucléaire, lutte pour l'autonomie – que raconte le documentaire de Kamanaka Hitomi, *Comme l'abeille qui fait tourner le monde* (2010), projeté plus de 450 fois partout au Japon dans un circuit parallèle, et vu par plus de cent dix mille personnes au total.

Le film fait également un détour par la Suède, notamment par une commune qui a réalisé son indépendance énergétique. Son contenu extrêmement riche montre le difficile combat de David contre Goliath dans toutes ses dimensions : la mobilisation et ses difficultés, la séquence ahurissante d'un conseil municipal de Kaminoseki qui vote à une courte majorité en faveur de la centrale, la colère « à la japonaise » pleine de dignité, la tentation d'une partie des insulaires d'accepter les promesses (des emplois, des subventions...), le refus des autres, le blocage des grues qui veulent installer des bouées pour délimiter le chantier, le chaînage des



bateaux de pêche qui rappelle la fête millénaire de l'île (où la tradition rejoint la modernité), les soutiens venus de tout le Japon...

Là où le film est très fort, c'est dans sa contextualisation globale et son approche socio-démographique. En effet, la centrale est le miroir d'un Japon provincial exsangue par l'exode rural. Elle peut s'installer car les jeunes sont partis, l'agriculture est en crise (la culture locale des mandarines un temps encouragée par les autorités comme panacée a été liquidée par l'ouverture du marché japonais aux agrumes américains), la pêche vivote sur une mer quelque peu malade, l'école a fermé. Les deux tiers des insulaires ont plus de soixante-cinq ans. Ce sont eux et elles, grands-pères et surtout grand-mères (plus nombreuses), encore vaillants mais avec des forces déclinantes, qui doivent mener le combat. La démographie n'est pas favorable. Le salut vient par quelques jeunes qui ont décidé de revenir vivre sur l'île, mais ce n'est pas facile quand il n'y a pas d'emploi. Du coup, ils se remettent tant bien que mal à l'agriculture qui leur assure une certaine autosuffisance, tout en tentant de commercialiser leurs produits (néfliers, algues, daurades, etc.).

Bien sûr, tout n'est pas parfait, et l'exemple de la Suède prête à discussion car on voit bien un capitalisme vert s'y mettre en place.

Mais Iwai-shima nous montre, un an après Fukushima, que l'issue ne passe pas seulement par une simple dénonciation, ni même un combat frontal – non violent (comme à Iwai-shima) ou pas –, mais aussi par la nécessité de se doter par soi-même, ici et maintenant, d'une alternative, ce qui implique de retrousser les manches et d'être inventifs. L'autonomie en soi n'est cependant rien si elle n'est pas pensée dans le lien fédéral, tant politique qu'économique. Cela signifie que la commercialisation des produits et la fabrication des alternatives énergétiques doivent trouver une autre voie que celle de la marchandise classique sous peine d'une autre dépendance. Après Fukushima, le projet de la centrale de Kaminoseki est gelé, mais la route est encore longue.

Philippe Pelletier
Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

Pour aller plus loin, quelques liens internet :

- Groupe contre la construction de la centrale Kaminoseki : <http://shimabito.net/>
- Thalassa a réalisé un petit documentaire sur Iwai-shima : <http://www.pluzz.fr/thalassa.html>
- Site de Takashi, l'un des insulaires animateurs de la lutte : <http://www.5d.biglobe.ne.jp>

Babeuf, l'égalitaire infatigable

FRANÇOIS NOËL (GRACCHUS) BABEUF est né le 23 novembre 1760, en Picardie. Aîné de treize enfants, le jeune François, qui aime l'écriture, entre à 19 ans au service d'un notaire. Babeuf devient ensuite feudiste, c'est-à-dire juriste plus ou moins arpenteur. Travailleur infatigable, il est cependant victime de la spontanéité propre à l'autodidacte qui veut avaler le monde : ses affaires périclitent en 1787, des commandes restant impayées le font, peu à peu, glisser vers la misère.

Survient l'événement qui changea sa vie, la Grande Révolution (selon l'expression de Kropotkine). Il arrive à Paris le 17 juillet 1789, voit les foules en liesse, voit aussi la tête de Foulon, contrôleur des finances, se balancer sur une pique. Il tire de ces premières journées un sentiment partagé entre joie et douleur : « Les maîtres, au lieu de nous polir, nous ont rendus barbares, parce qu'ils le sont eux-mêmes. » Bien que partisan de la Montagne, il critique fortement la Terreur : c'est un visionnaire sur l'action funeste qu'elle exerça en Vendée, en 1793. Son libelle *De la dépopulation*, resté longtemps oublié, dénonce les inutiles massacres (voir Michel Perraudeau, *Vendée 93, Vendée plébéienne*, Éditions libertaires). En 1794, Babeuf publie *Le Tribun du peuple*, devenant un opposant qui n'a de cesse qu'advienne la collectivisation des terres et la « parfaite égalité ». Il entre en clandestinité, avec Sylvain Maréchal et quelques autres, dans le but de poursuivre la Révolution. En mai 1796, il est arrêté sur

dénonciation. Son procès est une mascarade. Il meurt guillotiné en 1797.

Les leçons de Babeuf sont nombreuses. Pour lui, la révolution n'a pas besoin de violence. Il appelle de ses vœux une « insurrection pacifique », précédant les positions de Bellegarrigue, durant les journées de 1848, en France, ou de Thoreau puis Voltairine de Cleyre, aux États-Unis.

Pour Babeuf, chacun doit déployer son énergie à bâtir des solidarités. Il cite une caisse nationale pour la subsistance des pauvres, « un plan d'éducation nationale » au profit de tous, etc.

Il s'oppose à la censure frappant dès l'automne 1789 la liberté de la presse. Selon Gracchus, un gouvernement qui interdit une publication glisse sur la pente autoritaire.

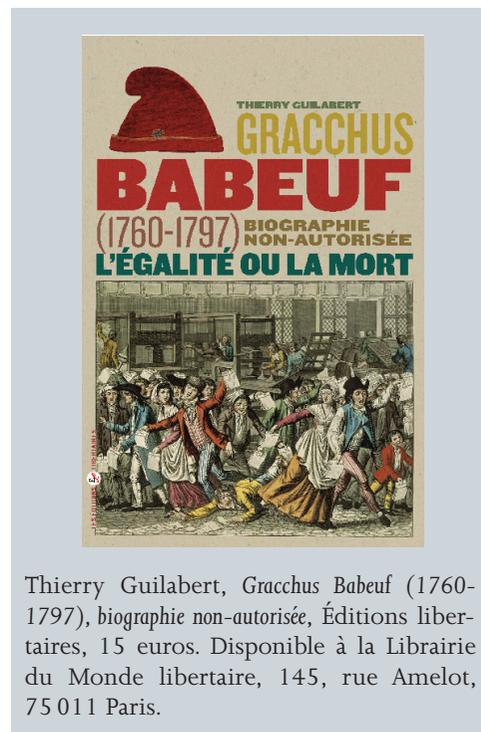
Il demande en permanence des comptes aux élus, aux puissants, aux élites. Son souci d'égalitarisme ne peut concevoir une classe dirigeante... et donc une classe dirigée.

Bien que récupérées sans vergogne par Marx et certains marxistes, les causes défendues par Babeuf relèvent de l'anti-autoritarisme des libertaires. Gracchus est précurseur de l'anarchie.

Les Éditions libertaires, dont le catalogue est aujourd'hui l'un des plus foisonnants, ont eu l'idée judicieuse de publier cet ouvrage qui rend justice à un authentique révolutionnaire. Le livre est impeccablement imprimé et la couverture particulièrement réussie. Le titre, *Gracchus Babeuf*, est suivi d'un sous-titre

malicieux : *Biographie non autorisée*. L'auteur, Thierry Guilabert, brosse avec justesse le tableau de la période, dans un style riche et vivant. La bibliographie est particulièrement fournie. De fait, le lecteur est bluffé par l'érudition de l'auteur. Son *Babeuf*, qui fait suite à un magistral Meslier (même éditeur), deviendra, assurément, un livre de référence.

Dan Beaulieu



Thierry Guilabert, *Gracchus Babeuf (1760-1797), biographie non autorisée*, Éditions libertaires, 15 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.

Avis à nos abonnés

DÉSORMAIS, vous avez la possibilité de télécharger *Le Monde libertaire* de la semaine, au format PDF, dès sa parution ! Rendez-vous sur le site web du *Monde libertaire* (www.monde-libertaire.fr). Sur la page d'accueil, en haut à droite, l'«Espace abonnés» vous permet de vous identifier et d'accéder à cette fonctionnalité nouvelle.

Vendredi, 2 Mars 2012

Caisse de soutien au Monde libertaire Espace Abonnés Rechercher RSS

« Ça dépend, ça dépasse !
Suite à une enquête menée par
80 millions de consommateurs et
Santiaclair, filiale commune à... »

LE MONDE LIBERTAIRE

« PARFOIS, GARDER LE SILENCE, C'EST MENTIR. »
Miguel de Unamuno

L'hebdomadaire de la Fédération anarchiste

ACCUEIL POINTS DE VUE CRITIQUES ET PERSPECTIVES LUTTES DE CLASSES EXPRESSIONS DÉBATS

VIE DU MOUVEMENT

À propos du journal Comment nous aider ? Anciens numéros S'abonner Où trouver le Monde libertaire ? Le portail de la Fédération anarchiste

VOUS ÊTES ICI : ACCUEIL

La révolution ici et maintenant

Arcelor sous le talon de fer

Les trusts, multinationales et gros industriels semblent être passés à la vitesse supérieure en ce qui concerne la fermeture de sites, en Europe de l'Ouest. Le paysage industriel, ici, est vieux et moins rentable que de nouvelles unités qu'il est possible de construire, à bas coût, dans les pays émergents ou faisant partie de l'ex-bloc soviétique, avec du personnel sous-payé...
Lire la suite

Sommaire
Feuilleter ce numéro
Où trouver le Monde libertaire ?
Télécharger le supplément gratuit

Nouveau pour les abonnés
Télécharger le numéro de la semaine

En kiosque

La Palabra del agua

Radio communautaire indigène au Mexique

Le DVD : un documentaire de Ulises Chavez Pacheco et Victor Guzman Cuevas

Radio Ñomndaa est une radio communautaire, emblématique des projets de communication indigène au Mexique. Elle fait partie du processus d'autonomie du peuple amuzgo, dans la région de Xochistlahuaca, dans l'État du Guerrero.

Considérée comme illégale par le gouvernement, elle rend pourtant effectif le droit des peuples à disposer et à administrer leurs propres médias. Aux mains des habitants, elle œuvre à la préservation de la culture et de la langue amuzgas, participe à la diffusion des luttes et d'une parole « claire, libre, rebelle et vraie ». Au-delà du média, elle est un espace de rencontres et d'organisation,

recréant ainsi le tissu social entre les communautés de la région, pour la construction d'une autre forme de société.

Le livre : un panoramique sur la question

Le livre propose un éclairage sur les questions soulevées par le vidéo-documentaire.

Qu'est-ce qu'une radio communautaire ? En quoi sont-elles des outils dans la construction de l'autonomie ? De quelles autonomies parle-t-on ?

Un entretien avec des membres de Radio Ñomndaa illustre la vision et l'action de ce collectif, des origines du projet à nos jours. Une conversation avec Gloria Muñoz Ramirez, journaliste mexicaine [Nldr : et historiographe de l'EZLN], retrace les enjeux

historiques et actuels des processus d'autonomie au Mexique.

Fiche technique

Réalisation : Ulises Chávez Pacheco et Victor Guzmán Cuevas

Production : En la Linea

Durée : 36 minutes

Langage : espagnol

Sous-titres : français

Mexico, 2008

Pour vous le procurer, remplissez le bon de souscription ci-dessous.



Offre de souscription valable jusqu'au 23/03/2012

Nom :

Prénom :

Adresse :

e-mail :

Nbre d'exemplaires :

Dépôt (à préciser) :

Prix à payer : x 12 €

+ x 2 €

(par ex. si envoi postal)

Total à payer

Les chèques sont à libeller à l'ordre du CMDE, ils seront encaissés le jour de l'expédition.

Le livre sera disponible avant le 26/03/2012.



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 8 mars

Chronique hebdo (10 heures) Lou Marin est notre invité pour évoquer Albert Camus et les libertaires.

De rimes et de notes (12 heures) Patrick Kipper sera l'invité avec Sabine Viret (sous réserve). Pour la 22^e fête de l'association Mots et musiques au Forum Leo-Ferré à Ivry. Avec aussi Louis Capart; Véronique Pestel; Frédérique; Raphaëlle Selval, le dimanche 11 mars à 17 heures.

Si vis pacem (18 heures) Sabine Viret, chante les résistantes de la Méditerranée.

Vendredi 9 mars

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Samedi 10 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Dimanche 11 mars

Jour de lessive anticléricale (10 heures).

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du Circ traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 12 mars

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Chine (deuxième partie). Cet immense pays fascine ou fait peur. Pour mieux connaître son histoire Angel Pino, qui s'y rend régulièrement depuis des années nous parle des années Mao, de ses successeurs et de l'ouverture au capitalisme.

Mardi 13 mars

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Mercredi 14 mars

Blues en liberté (10 h 30).

Femmes libres (18 h 30) Geneviève Fraisse pour son livre: *La fabrique du féminisme (textes et entretiens)*, éditions Le Passager clandestin.

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers. La situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 15 mars

Les enfants de Stonewall - BodyFreaks (19 h 30) Émission abordant des thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

Hécatombe

LES PANDORES n'étaient pas crédibles. Au vu de leurs dépositions, la procureur préféra ne pas instruire, laissant le juge relaxer « les deux dangereux terroristes » qui s'étaient permis, avec une soixantaine d'autres choristes, de chanter Hécatombe de Brassens devant la préfecture de police de Paris, le 18 juin 2011. Relaxés, certes, mais avec des frais d'avocat à payer. Une souscription fut lancée dans *Le Monde libertaire*. La solidarité, une fois encore, n'a pas fait défaut et a permis de couvrir les frais de justice.

Un grand merci à toutes celles et ceux qui ont manifesté leur solidarité par leur présence devant le commissariat du IV^e arrondissement et devant les tribunaux. Merci, aussi, bien sûr, pour le soutien financier de tout un chacun.

Mort aux lois et vive l'anarchie !

Groupe Kropotkine de la FA

<http://Kropotkine.cybertaria.org>

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Février 2012

M. A. Menard (56) : 30 euros

M. J. Ulpat (74) : 10 euros

M. R. Landreau (33) : 20 euros

M. Frédéric Fece (internet) : 10 euros

M. J.-F. Aupetitgendre (30) : 30 euros

M. G. Arronis (32) : 50 euros

M. B. Hennequin (13) : 100 euros

M. A. Prima (13) : 25 euros

M. J.-L. Etchegaray (64) : 5 euros

Mme. C. Barrachin (69) : 5 euros

M. M. Rieusset (30) : 7 euros

M. A. Gillet (93) : 30 euros

M. Y. Brunet (31) : 50 euros

M. Yves Pechabadens (internet) : 75 euros

Le Cri du Peuple (87) : 30 euros

Jean (75) : 1000 euros

M. O. Fayel (69) : 20 euros

M. Alain Schaffhauser (internet) : 10 euros

Mme I. Quintin (76) : 5 euros

Liaison Boris Vian (59) : 20 euros

M. Anthony Franchemiche (internet) : 20 euros

TOTAL : 1552 euros

Merci! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire*! Faites connaître notre journal autour de vous! Lisez-le et faites-le lire! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste!

L'administration du Monde libertaire

Jeudi 8 mars

Avignon (84)

20 heures. À quoi sert la prison? Projection: *Qui prier pour oublier?* Suivi d'un débat en présence du réalisateur Ekin Erkan, de deux des protagonistes du film: Marc Sluse (ex-détenu), Jean-Marc Mahy (ex-détenu-éduc'acteur-militant) et d'Alain Cangina (ex-détenu-conteneur-militant). Salle de l'antichambre de la mairie d'Avignon.

Poitiers (86)

21 heures. Soirée de soutien à la famille Adamianov, concert métal et hip-hop ragga. Plan B (32, bvd du Grand cerf) Entrée à prix libre.

Paris XII^e

18h30. À Nation. Manif contre le sexisme et l'homophobie! Contre le patriarcat et l'ordre moral! Constitution d'un bloc rose et noir: apportez vos drapeaux roses, vos drapeaux noirs et vos amis! Faites tourner l'information!

Vendredi 9 mars

Paris XI^e

19h30. L'ai-je bien lu? Les soirées lecture de la Librairie du Monde libertaire. Après la librairie... Thème du jour: «La Grèce est notre passé. Elle est aussi notre avenir.» Yannis Youlountas viendra discuter avec vous de son livre: *Paroles de murs athéniens* (éditions libertaires). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Samedi 10 mars

Rennes (35)

20 heures. Concert avec Les Slugs (punk-rock, Belgique), Haymarket (anarcho-punk, Nantes) et The Flue Sniffers (anarcho-punk - GBZH). Organisé par General Strike et Happy Culture. PAF 3 euros. Au bar La Paillote, 18, rue Saint-Michel.

Paris XI^e

16h30. Caroline Granier pour la réédition de *Aline-Ali* d'André Léo paru en 1869. Ce livre d'une étrange actualité peut être considéré comme l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genres. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 11 mars

Entre Lyon (69) et Avignon (84)

13h30. À l'appel du Réseau Sortir du nucléaire et des habitants de la vallée du Rhône, la région la plus nucléarisée d'Europe, organisation d'une grande chaîne humaine entre Lyon et Avignon.

chaînehumaine. org/Informations-pratiques contact@chaînehumaine.org

Paris XI^e

17 heures. Soirée du Scalp-No Pasaran sur la situation en Grèce. Rencontre, discussion, tables de presse et musiques avec Les Slugs (slug punk, Belgique), Lobster Killed Me (hardcore mélodique, Paris) et Les Bécasses (power pop, Paris). PAF: 5 euros. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. Métro Nation.

Mardi 13 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, université populaire de Saint-Denis. Cycle: «Le nucléaire.» Seconde rencontre-débat: «La radioactivité: en comprendre les risques.» Présentation de Michel Dannequin du CRIIRAD, Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité. <http://www.criirad.org/Bourse> du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 15 mars

Montpellier (34)

20h30. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* (Ed. Libertaires), tiendra une conférence débat en soutien au peuple grec, au Centre Ascaso Durruti, 6, rue Henri-René. Co-organisation Fédération anarchiste et CAD. Entrée libre.

Vendredi 16 mars

Uzès (30)

19h00. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* (Éditions libertaires), tiendra une conférence débat en soutien au peuple grec, au 1, avenue Maréchal-Foch. Co-organisé par la Fédération anarchiste et Attac-Uzège. Entrée libre.

Samedi 17 mars

Limoges (87)

20 heures. Projection du film *Vade retro spermato* de Philippe Lignières, en sa présence. Organisé par *La Vache Qui...* journal limousin de contre-information (qui souffle sa première bougie). Salle Jean-Pierre-Timbaud, derrière la mairie de Limoges.

Mercredi 21 mars

Poitiers (86)

18 heures. Grand rassemblement solidaire de soutien à la famille Adamianov et à toutes les personnes expulsables. Devant le palais de justice.

Samedi 24 mars

Paris XI^e

16h30. Viendront à ce débat: Jean-Pierre Levaray pour *Tue ton patron vol.2* aux éditions Libertalia, l'auteur de *C'est quoi ce travail?* (éditions Chant d'orties), et Erik pour l'album BD, *Tue ton patron*. À La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra, à la Bibliothèque sociale, Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (cherche midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Jeudi 19 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Jacques Colombat auteur de *Alexandre Jacob, le forçat intraitable* (Éditions Riveneuve, février 2012). Jacques est aussi réalisateur de films. Président de l'association des amis de Georges Brassens, il faisait partie de la chorale qui a chanté *Hécatombe* le 18 juin dernier devant la préfecture de police de Paris. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC

Rencontres débats

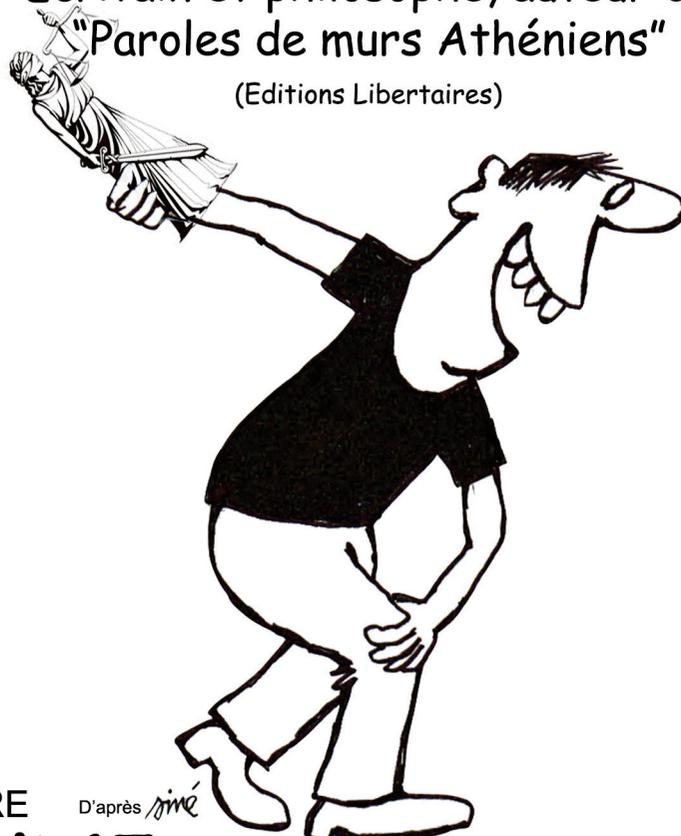
avec

YANNIS YOULOUNTAS

Ecrivain et philosophe, auteur de

"Paroles de murs Athéniens"

(Editions Libertaires)



ENTREE LIBRE D'après *nimé*

Jeudi 15 MARS - MONTPELLIER

20H30 - CENTRE ASCASO DURRUTI

6 rue Henri René

Vendredi 16 MARS - UZES

19H - 1 avenue maréchal Foch

Samedi 17 MARS - NIMES

15H - Centre PABLO NERUDA

1 place Hubert Rouger



Renseignements :
fa30-84@no-log.org

Centre
Ascaso
Durruti

Les indigné-e-s
de Nîmes